

La revue catholique des idées et des faits

Eloge de Woeste

La réception de François Mauriac à l'Académie française

Le réarmement anglais, conséquence d'une lourde faute

Sainte Bernadette de Lourdes

L'évolution des droites en Espagne

Adversaires et apologistes du bergsonisme

Charles VAN REEPINGHEN

Fernand DESONAY

Hilaire BELLOC

François DUHOURCAU

Giovanni HOYOIS

Gonzague TRUC

Les idées et les faits : Chronique des idées : Le R. P. Carlos Lefevre, Mgr Schyrgens.

La Semaine

Et voilà le grand jeu diplomatique déclenché. La parade sur les tréteaux, en public, avant la représentation à l'intérieur. Hitler veut la paix. Il souhaite une entente avec la France et ne demande qu'à garantir la sécurité de celle-ci. Plus de Société des Nations, qui mourra donc, poignardée par celui de ses membres que l'Europe et le monde avaient le plus grand intérêt à y rencontrer. Le pauvre Briand n'avait pas prévu ce coup-là!

Que, pendant quelques courtes années encore, l'Allemagne hitlérienne ait besoin de paix pour mieux se préparer à la guerre, rien de plus certain, évidemment. Mais ses armements, l'entraînement militaire de toute sa jeunesse, l'excitation guerrière de tout un peuple, contredisent singulièrement cette volonté de paix affichée en ce moment par Hitler. Il y a plus. La malchance — pour l'Allemagne — a voulu qu'à l'heure même où elle déclenchait cette offensive de paix, tombaient entre les mains des Français des documents allemands secrets prouvant, avec toute la netteté désirable, le double jeu de Berlin. On veut la paix avec la France, mais les instructions secrètes aux agents de la propagande allemande à l'étranger préparent la guerre...

Le jeu se jouera donc. Puisqu'une guerre préventive ne se fera pas, que l'on joue le jeu, mais en tenant compte de la fourberie du partenaire et en évitant soigneusement que celui-ci réussisse dans sa manœuvre tendant à diviser ceux qu'il a devant lui. Notre ami Hilaire Belloc, au courant comme pas un de la politique anglaise, explique plus loin comment la grande faute politique de son pays aboutit au renforcement des armements anglais. Que la France ne fasse pas le jeu de l'Allemagne contre l'Angleterre car elle le payerait cher bientôt après!

La politique est affaire de *réalités* et doit varier quand varient les données des problèmes qui se posent. L'Allemagne de 1933 est une Allemagne nouvelle. L'Internationale socialiste est une fois de plus dans la lune quand elle se prononce — comme elle vient de le faire dimanche dernier à Zurich — contre tout réarmement de l'Allemagne et « adjure les sections nationales de l'I. O. S. d'exercer sur leur gouvernement respectif la plus vigoureuse pression en ce sens ». Plus rien au monde n'est capable d'empêcher l'Allemagne de poursuivre son réarmement. Et si l'Allemagne est devenue hitlérienne, c'est non seulement, comme vient de le déclarer le vice-chancelier von Papen à un écrivain français, la faute à la France, mais les socialistes de tous les pays y sont pour beaucoup. Que l'on cause donc avec cette Allemagne nouvelle, mais autrement que l'on ne causait à Genève! Et que cette conversation soit appuyée par autre chose que des mots.

* * *

Dans le *Soir*, M. Victor de Laveleye conseille, lui aussi, de causer mais en prenant grand soin de ne pas rompre le front France-Angleterre-Belgique-Pologne-Petite-Entente. Puis de soumettre à l'Allemagne une convention de réduction des armements « avec temps d'épreuve, contrôle automatique, dissolution de la Reichswehr et, après quatre ans de contrôle *reconnu efficace*, réduction rapide des armements de tous ». Enfin de concéder à l'Allemagne certaines satisfactions : la Sarre et surtout la révision de l'article du Traité de Versailles au sujet de la culpabilité allemande.

Nous voulons bien, encore que nous soyons persuadé que tout

cela ne servira qu'à une seule chose : à faire gagner du temps à l'Allemagne. Dans trois ou quatre ans elle sera prête... Et nous craignons que quand il faudra se résoudre à faire ce que M. de Laveleye prévoit si tout échoue, c'est-à-dire aller sur le Rhin, il ne soit trop tard...

M. de Laveleye laisse « naturellement de côté le moyen impraticable de la guerre préventive, auquel voudraient nous pousser quelques socialistes et quelques Juifs, échauffés par les persécutions infligées à leurs congénères respectifs, et tout prêts à nous envoyer sur le Rhin ». Va pour impraticable. Mais quant à aller sur le Rhin, M. de Laveleye veut bien y aller lui aussi, si tout échoue de ce qu'il propose. Nous sommes d'accord avec lui à la condition *essentielle* qu'il fixe un terme aux prochaines négociations avec l'Allemagne. Car, si nous ne nous trompons, Hitler ne causera que pour gagner du temps. Que l'on consente à causer, soit. Mais que ceux qui vont s'asseoir autour du tapis vert, à côté, en face plutôt de l'Allemagne nouvelle, conviennent d'abord entre eux que cette conversation *doit* aboutir dans l'année, avant le 1^{er} janvier 1935, faute de quoi on ira, tous ensemble, sur le Rhin...

* * *

Dans l'interview que M. von Papen a donné à M. Georges Suarez, et que publie l'intéressant hebdomadaire 1933, dirigé par notre collaborateur et ami Henri Massis, il ne s'est pas borné à affirmer que « c'est vous, Français, qui avez rassemblé l'Allemagne sous la bannière de Hitler » — ce qui est parfaitement vrai, à condition de comprendre par là qu'au lieu d'écraser pour de bon la Prusse (nous ne disons pas l'Allemagne) on n'a cessé de l'encourager à rétablir son hégémonie sur les Allemandes. — M. von Papen a dit encore : « En Allemagne, nous sommes tous du même avis : pas de paix possible entre la France et l'Allemagne par l'intermédiaire de la S. D. N. [...] La S. D. N., ce n'est qu'un accessoire éphémère. Ce qui compte, ce qui devrait compter, c'est le désir de paix aussi profond dans les masses françaises que dans les masses allemandes ».

Mais il ne s'agit pas des masses, voyons! Il s'agit du grand état-major prussien! En 1914 les masses allemandes croyaient de bonne foi être attaquées. Rien de plus facile que de convaincre à nouveau, demain, des masses *allemandes*, que l'Europe veut leur peau et qu'il n'y a qu'à se défendre en prenant les devants.

L'Internationale Ouvrière Socialiste ne peut évidemment pas confesser que sa politique d'après-guerre a fait faillite, mais les résolutions que son bureau vient d'adopter à Zurich le reconnaissent implicitement. « A chacune de ses réunions l'I. O. S. se trouve en présence d'une situation plus alarmante. » Or, le socialisme a eu, ou a partagé le pouvoir en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en France, en Belgique...

« Le réarmement allemand s'accroît et s'accélère ». Or, le socialisme international a toujours été opposé à ce que l'on applique à l'Allemagne les sanctions prévues au Traité.

Le socialisme se trompe sur la nature de l'homme et ne comprend rien à l'histoire. Il croit encore au Progrès et à l'Evolution de l'Humanité vers une fraternité universelle. Il était persuadé qu'une Allemagne démocratique et républicaine cheminait sur la route de ce Progrès et de cette Evolution...

Eloge de Woeste⁽¹⁾

La guerre trompa les illusions que nos âmes d'enfants plaçaient en ses destins; elle décupla l'éloignement de nos souvenirs. Quand nos pères célébrèrent les hommes qui les avaient précédés, nous n'accordâmes à ce règlement de gratitude qu'une pensée inattentive. Nous avaient-ils appris à rendre une exacte justice à leurs contemporains? Notre jeunesse faisant la moyenne des haines de factions et des apologies de partisans, rêva de conciliation humaine et se réfugia dans l'insouciance de ces rivalités.

Elle dut cependant reconnaître assez tôt qu'on n'abroge pas ainsi les traditions et que cette rupture était chimérique.

Encore si ne portant la robe d'avocat, nous avions pu sans témoins, oublier le passé. Mais ils nous pressent dans notre vie professionnelle, les signes de notre atavisme: règles des lois, oracles des juges, devoirs de notre Ordre, l'apparat de ces audiences, les statues dans ce Palais, tout nous enchaîne à la mémoire du temps écoulé.

Une vie de quatre-vingt-cinq années s'y inscrit aussi, qu'il m'échoit d'évoquer. Commencée quand la Belgique expérimente depuis sept ans ses libertés, contemporaine de trois rois, mêlée à toutes les dissensions politiques, marquée d'une intransigeance qui met en relief singulier ses erreurs et ses vertus, fidèle à un seul idéal, éprise de désintéressement dans un siècle où s'étend la suprématie du profit parmi les inquiétudes de l'humanité, c'est un témoignage que je vous demande d'écouter. Eloge de Charles Woeste.

Il est né le 27 février 1837, dans une maison du boulevard du Régent. Son père, Rhénan dont l'Empire avait fait un Français, était venu s'y établir trois ans plus tôt. Il avait épousé la fille d'Antoine Vauthier, enfant de Lorraine, nommé receveur communal de Bruxelles, et il devint banquier. Sa probité fut exemplaire. Il se ruina.

Ainsi Charles Woeste travaille àprement dès l'enfance avec l'efficace encouragement de sa pauvreté.

Pendant qu'Edmond Picard et Charles Graux, ses condisciples d'athénée, mêlent à la vie qui monte leur enfantine exubérance et se grisent déjà de romantisme, il rêve de métaphysique et contredit l'enseignement luthérien que son père lui fait dispenser. A treize ans, le récit des luttes parlementaires lui est plus attachant que tout roman d'aventures: il prête ses premiers serments politiques. La confirmation qu'il reçoit comme catéchumène protestant lui est un sujet de larmes et l'homélie du pasteur dont il est l'élève accuse son désespoir d'être hérétique. Il écoute alors son cœur qui a besoin de tendresse. Une jeune fille comprend son mysticisme. Elle frôle seulement son existence; il ne sut jamais qu'il l'avait aimée... C'est ensemble qu'ils parlent à son âme et ses résolutions se trempent. A seize ans son abjuration est consommée. Il devient prosélyte catholique et fixe son destin.

L'Université de Bruxelles en fait un docteur en droit. Le

15 octobre 1858, Vervoor, bâtonnier en exercice, peintre et député, le présente au serment d'avocat. Le *Journal de Bruxelles* accueille ses premiers articles. La sévérité des idées n'y cède rien aux mirages de la fantaisie. Le temporel des cultes et les cimetières, l'évolution du libéralisme et le gouvernement des Papes orientent tour à tour l'ardeur de ses curiosités: il y dépense un zèle de néophyte qui repousse les transactions.

A vingt ans, devenir l'apôtre d'un parti qui s'appelle conservateur c'est entreprendre sur sa jeunesse. Mais il revendique des droits qu'il croit en péril et les feux de la lutte éclairent son enthousiasme. Une constitution qu'il respecte, un gouvernement qu'il blâme, des partisans qu'il rallie, c'est le thème ordinaire de ses publications. Il n'en est guère où le mot de liberté ne revienne associé à celui de religion.

Le 9 juin 1874, quand un éclat de fanfare frappe à ses oreilles, les citoyens censitaires d'Alost fêtent son élection de député. Celle-ci s'était accomplie sans autres préambules qu'une promenade politique d'arrondissement. Bruxellois d'attache, il avait eu finalement raison des défiances de clochers et devant sa candidature, on lui rendit l'hommage de s'incliner. Il a alors trente-sept ans, un caractère, un programme. Pour le mieux défendre, il délaisse la direction de la *Revue générale* qu'il avait assumée. La tribune de la Chambre, c'est le grand porte-voix que son enfance avait espéré. Il y accède pour quarante-huit ans.

On revise en ce temps la loi sur la compétence: ce lui est une occasion de marquer son goût du travail et, s'aidant de son expérience d'avocat, de parler utilement de ce qu'il sait. Il est vrai que son talent robuste a bientôt trouvé, au Palais, le chemin de la perfection. Il plaide posément avec une logique imperturbable qui fait éclater de la lumière. S'il relève, en l'approuvant, l'opinion de Denys-Cochin qui trouva l'éloquence de Frère-Orban désuète, c'est que la sienne d'où l'enflure est absente, s'est mise à l'école de la simplicité. Il pense que les tribuns qui déclament n'ont pas audience au prétoire et que sont inutiles les mots qui ne peuvent persuader. Sa langue est concise. Sa voix, un peu coupante, a des articulations nerveuses et des résonnances de métal. Il apporte à la barre des dossiers dont il a émondé tout le superflu. Il a le sens de l'analyse et le génie de la simplification. Il sait le droit et il ne cite pas les auteurs. On oubliait à l'audience qu'il eût pu se tromper: c'est le dernier hommage qu'un procureur général lui apporta.

Assesseur de consultation gratuite, première distinction, de notre Ordre, ses mérites l'installent au Barreau de Cassation dès que ses goûts l'ont dirigé vers ce cénacle distingué. C'en est fait de ses velléités de s'asseoir au prétoire. Il aime la saveur âcre des batailles. Il tient trop aux libertés pour abdiquer la sienne. Avocat, parlementaire et publiciste, il suit sa vocation.

(1) Discours prononcé à la séance solennelle de rentrée de la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles, le samedi 25 novembre 1933.

Il prend place dans l'histoire de l'époque où il vit. On se bat alors à coups d'anathèmes. Conservateurs constitutionnels sont dénoncés avec véhémence comme de dangereux ultramontains. Malou démissionne sous les vitupérations d'un « Bloc de défense des institutions ». Mais il publie des statistiques et il entend prouver que le ministère est renversé par la minorité de la Nation. Il faut combattre encore. Frère-Orban au pouvoir, révoque des gouverneurs et n'assiste plus au *Te Deum*. Ensuite il modifie les conditions du cens afin de fortifier ses électeurs — ce qu'Edmond Picard dénomme « un redoutable exemple d'improbité ».

Ce gouvernement de parti manque-t-il pourtant de noblesse et de sincérité? Ses violences, son arbitraire, la passion de ses chefs, trouvent dans l'élan de conviction de ceux-ci leur valable explication. On s'arrache les écoles pour éclairer les hommes. Cortèges, de Gueux et pèlerinages de croyants, leurs échauffourées ne sont point rixes de marchands mais combats de clercs pour la victoire d'une philosophie. Pendant que Frère-Orban réforme l'enseignement et rompt avec Rome, au cours de péripéties émouvantes dont vingt-cinq ans plus tard, Emile Combes relira l'instructif récit, on entend dans les campagnes des cris de croisades, auxquels résonnent des menaces. Les confessionnaux deviennent des barricades et les bureaux de bienfaisance, des juridictions de répression. Pour libérer les consciences on commence par les opprimer.

Mais on ne lutte pas sans répit pour des idées sans payer de tribut aux faiblesses de la foule. Fondateur d'instituts, le ministère doit lever l'impôt pour maintenir son œuvre. Ainsi ses adversaires trouvent un auxiliaire de leur triomphe dans l'esprit d'épargne de ses partisans.

Le 10 juin 1884, les élections ont envoyé à la Chambre une majorité catholique. Le 14, Charles Woeste est ministre de la Justice.

* * *

La modération au lendemain d'une victoire, c'est la décevante courtoisie du renoncement. A la vieillesse de Malou redevenu chef du pouvoir et qui incline à temporiser, Woeste prêche fermement les mérites d'une paix équitable dont les vainqueurs écriront seuls les conditions. Homme de combat, il donne aux lois qu'il élabore des accents de revanche et il cherche à consacrer sans défaillance les souhaits de ses polémiques.

Cependant, sa rigidité doctrinale s'est déjà tempérée de prudence et devant les manifestations de la rue, les excès de la presse et les agressions personnelles, son sang-froid vient servir l'intelligence de ses décisions. « Je ne demande à personne un concours politique, a-t-il observé. Je n'honorerai pas ceux qui pour me plaire croiraient devoir modifier leurs opinions. »

Malgré tout, il n'a pas impunément la réputation d'être infrangible sur les principes. De la Cour à la Ville il est le point de mire des oppositions. Sait-on qu'il convia des évêques à ne pas déborder leur rôle par des ingérences qu'il blâma? Les excès d'une campagne électorale exceptionnellement violente n'est-ce pas à sa combativité sans merci — on écrit : à son fanatisme — qu'ils doivent être attribués et ne voit-on pas jusqu'à des magistrats exprimer hautainement des inquiétudes et lui lancer des défis? A Liège, le premier président Schuermans, s'arrogant la tâche du procureur général, prononce la mercenaire de rentrée et faisant allusion « aux temps troublés » où il vit, choisit l'obéissance à la loi comme « sujet convenable à la circonstance ». On l'entend indiquer — la Presse se chargeant le lendemain de combler les sous-entendus — que si le ministre de la Justice suspendait les lois de quelque manière ou dispensait de leur exécution, « il s'exposerait inmanquablement à une mise en accusation ». C'était, en dépit d'explications ultérieures moins altières que le discours, une allusion assez transparente à la querelle des cimetières et aux instructions que le Ministre

avait données aux procureurs généraux de n'intenter à ce propos nulle poursuite sans son assentiment.

Une élection communale sert de prétexte au Roi pour remanier son ministère en cédant au désir d'un apaisement. Le 23 octobre 1884, Woeste délaisse son portefeuille après quatre mois de gouvernement. Mais une pareille démission n'était pas une retraite et définitivement éloigné du pouvoir, son règne commençait.

* * *

Il advient, en ce temps, que d'anciens ministres trouvent au sortir du pouvoir la récompense attendue de leur activité. Les Grands Électeurs financiers de l'État en assumant plus d'une fois la charge : ils suppléent aux économies de la gratitude officielle en enchaînant la retraite dorée de ceux qui les ont contrôlés.

Woeste ne cède pas à des inclinations de cette sorte et son autorité s'accompagne de son désintéressement. On se conte son insouciance des biens accessoires. Il se refuse même à des compromis honorables, acceptant malaisément pour ses œuvres les honneurs qu'il refuse pour lui. « Monsieur Woeste, répond-il, paie ses pauvres lui-même. » C'était la leçon de sa charité.

* * *

C'est alors qu'il règle sa vie jusqu'à son dernier jour.

On le voit cheminer chaque matin dans ce quartier dont la chaussée d'Ixelles, la rue de la Paix et la Porte de Namur marquent les confins. Quittant avant 6 heures la maison qu'il s'était choisie rue de l'Industrie d'abord, puis place du Luxembourg, rue du Trône, rue de Naples, il va entendre la messe à Saint-Joseph ou à Saint-Boniface. Dans les rues qu'il parcourt à petits pas, son profil est familier. Il porte des favoris et le pli de ses lèvres larges et rasées marque les signes de sa volonté. Le front qu'il a très vaste est à moitié couvert d'un haut de forme et ses yeux vifs éclairent d'une malice discrète son visage distant. Son vêtement, qui raille la mode, est toujours noir encore que des crayons passent au vert ou au jaune sa silhouette à demi-ecclésiastique, dont la caricature se fait un champ d'expérience.

A 6 heures, il est au Palais, avec une stricte pontualité au souci de laquelle il rappellera la Cour certain jour où depuis quinze minutes il attend l'ouverture de l'audience. C'est qu'il professe que les égards de la magistrature doivent être attentifs pour le Barreau tant que celui-ci a pour celle-là de traditionnelle déférence. Il n'écrit pas de note d'audience et n'a sous les yeux, lorsqu'il parle, que quelques mots tracés sur une enveloppe ou un faire-part. Les juges l'écoutent sans l'interrompre. Quand il sort de la salle d'audience et se dirige vers la bibliothèque des avocats de cassation, on ne lui fait point cortège comme à Bara ou à Lejeune qu'entourent de sémillants disciples dans le couloir de première instance. Et l'un de ses adversaires, malveillant, dessinant avec une encre acide les hôtes du Palais, le montre « au bout du corridor, sec comme un méchant concierge de sacristie », semblant chercher quelqu'un, puis s'en allant « avec un mauvais sourire, dans son habit noir de séminariste »...

S'il présente quelquefois au serment de jeunes licenciés, c'est sous la promesse de n'en être pas importuné. Il n'eut à dire vrai, ni collaborateurs, ni confidentes. Tributaire de traditions professionnelles, il en méconnaît avec persévérance la plus touchante : il ne transmet pas à ceux qui le suivent ce patrimoine qu'il a reçu.

Edmond Picard lui dédie ce quatrain :

*Quoique inscrit sur notre tableau,
Plaidant souvent et non sans gloire,
Cet avocat à l'humeur noire,
N'a jamais été du Barreau.*

Il inculque ses leçons par des discours et des exemples : il n'a pas le loisir de faire des éducations.

* * *

A la vérité, son isolement est peuplé de soucis. C'est pourquoi les disciples qu'il se choisirait viendraient enrayer sa prodigieuse activité.

Quand il rentre du Palais de justice, bientôt le Palais de la Nation l'appelle. A 5 heures, aucun débat ne peut l'y retenir davantage. Des milliers de dossiers sont amoncelés dans son cabinet. Des journaux et des livres élèvent une balustrade sur sa table et couvrent de housses ses fauteuils. Dans ce décor, il surgit le soir, en robe de chambre grise ou en redingote usée, en tenant une lampe à l'huile dont la flamme danse blafarde au plafond, ombre d'archéologue dans le silence d'une époque morte ou personnage de légende dont l'anguleux visage et le regard acéré troublent le visiteur qu'il attend. Mais son accueil est débonnaire; il reçoit tous ceux qui viennent demander ses conseils et les reconduit jusqu'à son seuil, quels que soient leur âge et leur rang avec toute les prévenances d'une exquise civilité.

Il ne diffère pas la consultation qu'il a promise. Inscrit le lendemain dans cinq affaires au rôle de la Cour, il a la coquetterie de les préparer toutes et il prendra la parole à la Chambre l'après-midi. Le *Correspondant* est coupé à côté du lit de fer de sa chambre dénudée et des sujets d'articles hanteront son repos.

N'a-t-il pas d'ailleurs, se passant de secrétaire, le souci quotidien de répondre, de son écriture menue, au volumineux courrier qu'il reçoit, de transcrire avec application la copie des mémoires qu'il rédige à l'appui de ses pourvois, même lorsque le nombre des exemplaires doit dépasser la dizaine, puis, dans tout le rayon de sa demeure, de glisser personnellement ses plis dans la boîte aux lettres de ses correspondants?

Il ne lit pas de romans qui aggraveraient son pessimisme ou l'inviteraient, croit-il, à la frivolité. Il a toujours aimé l'histoire, passionnant regard sur l'humanité; il en attend plus, d'une fois d'impossibles prophéties car ses filigranes n'ont pas autorité de chose jugée dans un avenir en incessante évolution.

S'il va peu au théâtre, le Conservatoire l'attire et son assiduité s'y remarque. La musique l'enchanté : « De tous les plaisirs des sens — selon l'*Esprit des lois* — il n'y en a aucun qui corrompe moins l'âme... On le découvre immobile au fond d'une loge. Il s'abandonne aux harmonies qui le saisissent et l'entraînent; ses lassitudes se fondent à ces cimes.

Jadis, il accomplissait une promenade familiale à l'entour de la place de la Couronne où mourait une banlieue : maisonnettes, verdure et chemins d'argile... C'est à peine si maintenant d'aventure une voiture de location l'emporte à quelque cérémonie en trompant sa tâche ou bien s'il condescend le dimanche, pendant une heure, aux joies candides du « Nain jaune » ou plus tard aux émotions d'un solo de whist hasardeux. Car sa tendresse compréhensive s'épanche auprès des siens avec des inspirations dont ses contemporains n'ont pas soupçonné la délicate douceur.

Il fréquente quelques salons dont il apprécie l'enseignement et où sa conversation volontiers anecdotique fait écho à ses pensées politiques. Il y reconnaît des auditeurs familiers, des interlocutrices qui savent écouter et sourire. Il ne lui déplaît pas d'être caustique mais son ascendant déjoue toute réplique sur un ton badin.

Jamais, on n'entend d'allusion à ses succès d'avocat. Son respect du secret professionnel ne donnait licence à aucune publicité. Il affecte même de ne point transmettre aux siens les hommages dont ses clients les plus familiers l'ont chargé.

Il ne veut pas voyager. Reprend-il tacitement pour s'en justifier, l'apophtegme suranné de Pascal : « Curiosité n'est que vanité.

Autrement on ne voyagerait pas sur la mer... »? Lorsqu'appelé par le Pape à Rome, il visite en trois jours la Ville Eternelle, ses notes ont l'accent d'un laconique inventaire.

Il réprimande Prosper de Hauleville, trop accueillant à son gré, à la *Jeune Belgique*; dont les audaces alarment plus d'un lecteur de la *Revue générale*.

Aime-t-il la poésie à l'heure où Baudelaire, Samain et le pauvre Verlaine réveillent nos songes éternels? Depuis Lamartine, les politiques ne sont pas nombreux qui écoutèrent leur rêve

Entre le vide et l'événement pur

ou qui relurent des anthologies pour l'Université des Annales...

Mais il arrive, quand on surprend un soir sa solitude, qu'on le découvre recherchant des flambeaux dans le témoignage des Évangiles que M. Paul Claudel appelle « le document qui respire ». Alors la simplicité de sa croyance lui fait joindre les mains. Il ne peut vraiment penser comme l'imagina plus tard M. Paul Valéry, que l'ère de l'ordre soit l'empire des fictions. Il attend pour le monde l'avènement de son équilibre, du règne de l'Absolu.

* * *

Il définit auparavant son attitude sur les hypothèses de son temps. « La politique, écrit-il, a pour objet l'application dans la mesure du possible, des principes liés aux intérêts de la Nation et aux droits de la conscience. » Depuis qu'il a quitté le gouvernement et qu'Auguste Beernaert y accoutume son parti, il en occupe la présidence. C'est à vrai dire pour lui, dès le premier jour, diriger le pays en contrôlant le ministère. Chef de la majorité, les projets de lois sont soumis à sa censure et la tutelle qu'il impose aux ministres est le tribut du crédit qu'il leur consent.

Aussi bien leur restitue-t-il en services parlementaires la pleine mesure de leur déférence. On le voit, chaque jour, à son banc — même lorsqu'en 1910 des douleurs aiguës le tenaillent ou quand sa fille s'étant mariée le matin même, il a dû, au seuil de l'après-midi, délaïsser sa maison. Son discernement lucide démele la confusion des débats. Dans l'équivoque doctrinale, il rétablit les principes, ceux que son intransigeance n'entend pas sacrifier, mais dont le temps qui passe amènera les formules. Sur la question sociale, sur l'électorat, l'école et la conscription, la Vérité qu'il croit tenir, ne cède qu'à des bousculades. Encore, murmure-t-il des réserves quand il s'incline en sorte que se ralliant à d'opportunes réformes, avec des réticences, son adhésion garde l'apparence d'une hostilité.

* * *

En 1850, on entend guérir la misère en faisant aux pauvres l'éloge de la liberté. Quand Frère-Orban abolit les octrois en 1860 et lève les barrières vicinales six ans plus tard, c'est surtout de ces encouragements au libre-échange qu'il attend des remèdes à l'indigence. Est-ce seulement depuis La Rochefoucauld que les hommes ont assez de force pour supporter les maux d'autrui?

La nuit n'est pas finie quand le cortège des enfants qui travaillent heurte d'un pas qui traîne le pavé des routes. On montre des apprentis âgés de cinq ans accroupis devant des fourneaux. Il n'y a pas de dimanche qui vienne apporter l'illusion d'une détente dans la chaîne des corps hâves qui offrent le sacrifice de leur âme aux chimères de Manchester. Ils travaillent chaque jour pendant douze heures ou davantage; ils n'exhalent pas de gémissements. Quand la foule se tait, les Régimes proclament qu'ils sont justifiés. Adam Smith a fait école et ses élèves préparent des lois. Dans la sérénité de cette insouciance, Karl Marx et Proudhon jettent de la dynamite.

François Huet, professe à l'Université de Gand le droit à l'assis-

tance légale; on le révoque. Mais au Congrès de Malines, Ducpétiaux dénonce des injustices. César de Paepé devient pèlerin d'une Internationale.

A Louvain, Charles Périn enseigne les traditionnels principes du libéralisme économique mais, stigmatisant « la tyrannie des forts et l'écrasement des petits », il convie ses auditeurs à l'esprit de sacrifice. On rend d'autant plus aisément hommage à son éloquence, qu'elle ne prêche que des renoncements volontaires et que chacun peut librement en discerner la mesure.

Théodore de Banville qui ressuscite Gringoire, entonne son chant « ailé et palpitant » devant les « princes de la terre » :

Ayez pitié du peuple tout amour...

et il apporte confusément à ce pathétisme le témoignage d'un poète.

* * *

Charles Woeste avait-il besoin de ces leçons? Sa bienfaisance est infatigable et il descend chaque semaine vers la chaussée d'Étterbeek où il visite ses pauvres avec le zèle et les délicatesses d'une sœur de charité. Si les autres font pareillement l'aumône, il est déplorable, à ses yeux, que l'État vienne utiliser pour des générosités officielles le simple élan des cœurs droits. On ne saurait supprimer les déshérités. Pourquoi les entraver? Ainsi les touchantes ferveurs de sa charité expliquent sa répugnance à l'interventionnisme. Il ne croit pas aux bienfaits de la réglementation. C'est en vain qu'à la Chambre, la générosité populaire de Paul Janson a secoué des cloisons en ouvrant des croisées. Quand Beernaert, ministre des Travaux publics, demande au Parlement de 1878, d'interdire aux enfants l'accès de la mine, la voix de Woeste se confond avec l'irréductible hostilité de Frère-Orban. Il vote contre une contrainte salutaire pour un libre arbitre illusoire.

Les misérables se lassent de leur infortune. En 1886, l'incendie des usines et les cris des mutineries laissent fuser les plaintes d'une souffrance excessive qu'on prend enfin le parti d'adoucir. Le discours du trône révèle un programme interventionniste et la Commission du travail que le Gouvernement a constituée découvre des plaies devant lesquelles Charles Woeste reste confondu. Cependant, il atteste que les remèdes moraux doivent avoir le pas sur les mesures légales. Et dans le moment où le ministère élabore avec son adhésion une législation sociale, il inaugure des cercles ouvriers. Tandis qu'il se dépense à ces œuvres louables, la modération l'obsède : il appréhende de trop sacrifier à ce qu'il dénomme des intérêts de classe aux dépens du bien-être collectif. Comme si la justice n'appelait point quelquefois d'usuraires réparations! Mais la majorité qui gouverne est l'élue d'une bourgeoisie conservatrice qui paie le cens et en dépit de magnifiques dévouements individuels, confond plus d'une fois ses intérêts matériels avec ceux d'un peuple ou ceux de la religion qu'elle pratique. Certes, on lui dit — l'avertissement demeure — que nantie d'avantages, elle en reste comptable et que l'usage de sa propriété n'est légitime qu'à la condition d'être utile. Mais ces affirmations héroïques sacrifient aisément aux exigences immédiates et pour faire échec à des réformes sociales, elle connaît l'habileté d'en dénoncer les abus.

Elle écrit ainsi l'histoire de son égoïsme.

* * *

Contemporain de ces défaillances, Charles Woeste n'a pas d'intérêt personnel à les justifier.

De bonne foi, concédant maintenant davantage à la loi, qui doit servir les heureuses intentions et suppléer aux autres, il recherche

dans le domaine du travail, le respect de la liberté individuelle. A Liège, où il préside, en 1890, un Congrès social, il réclame hautement pour les ouvriers, le droit au repos dominical. Mais, derechef, il fait appel « plus aux influences morales qu'à la contrainte » et ses auditeurs battent des mains quand il parle de spoliation de la propriété lorsqu'il est question pour celle-ci de sacrifices.

Alors, il s'identifie peu à peu, quoi qu'il veuille, avec la défense d'un régime que ses bénéficiaires, gérants d'affaires d'une multitude qui n'avait pas licence de les censurer, prennent soudain conscience d'avoir usé.

* * *

On dispute à cette heure de la Constitution et le quatrième État réclame l'abolition des privilèges. Entre Woeste et Beernaert, le conflit déjà latent se précise.

Rallié assez tard à la politique, Auguste Beernaert y apporte un goût de réussite et de conciliation que le Barreau lui enseigna. Il adapte prodigieusement aux circonstances les ressources d'une sensibilité affinée et d'une souple dialectique, impérieuse quand il faut. Dût-il mécontenter ses amis, il transige volontiers avec des adversaires si la modération qu'il aime, est à ce prix. Il préfère au demeurant les réformes qu'il conduit à celles qu'il devrait subir.

Charles Woeste répudie cette politique qui n'est pas toujours exempte d'un certain scepticisme et son inimitié s'aiguise à la rigueur de ses convictions. Il n'entend pas modifier l'édifice s'il est possible de le faire durer. Il s'incline avec amertume devant l'évidence des lézardes et il ne sacrifie des ruines qu'avec l'angoisse d'un vertige.

Pourtant, en janvier 1870, il avait publié dans la *Revue générale* un plaidoyer habile en faveur du suffrage universel. Il obéissait alors à l'espoir de renverser de la sorte la majorité au pouvoir. Maintenant que ses amis y ont accédé, il répugne à courir cette périlleuse aventure. Mais dans le Centre, on lapide des gardes civiques. Amilcare Cipriani, agitateur et exilé, harangue les foules ouvrières. Si la menace est aux portes, elle facilite des conversions. Woeste n'a plus assez de troupes pour faire échec au vote plural, première étape du suffrage universel, symbole et levier de justice, que les démocraties attendent.

A tout le moins combat-il encore la représentation proportionnelle née comme il se plaisait à dire « sous les auspices de deux fées malfaisantes, l'idéologie et l'illusion ». Il perd à lui faire la guerre l'ordinaire classicisme de ses écrits et il invective sans mesure contre cette « fille mal venue » qui « née du rêve » se concilie « des amants passionnés et aveugles »...

Il se résignait, en effet, davantage à l'autorité d'un adversaire soutenu par une majorité puissante et qu'il pourrait combattre, qu'à l'avènement d'un régime où le fractionnement des partis et les coalitions de gouvernement, viendraient énerver le pouvoir. Si les jeux parlementaires ont démenti ses conjectures, les résultats de l'institution n'ont pas trompé ses prévisions. Aussi bien ses critiques ne décelaient-elles pas des tendances de partisan. Il faut souligner dans sa vie cette exception.

* * *

L'apprécier ainsi au hasard de cette évocation, est-ce faire tort soudain à son souvenir? C'est la facile découverte de ses contempteurs, de lui trouver plus de zèle à conduire un parti que de vocation à servir les destinées de l'État. Qui donc est qualifié pour mesurer la hiérarchie des honneurs qu'il rend à l'un et à l'autre? Comme si la foi qu'il entend défendre n'avait pas justement la suprématie des inquiétudes spirituelles sur les contingences précaires des institutions civiles!

Qu'on se livre alors à des controverses sur l'opportunité d'allier

sous un seul drapeau des ambitions politiques à des propagandes religieuses : ce ne serait plus son procès personnel. Il répondrait que le parti qu'il préside, servant mieux que tout autre, à ses yeux, les vœux de son âme, il recherche quotidiennement tous les facteurs qui le doivent fortifier et qu'il lui consacre à bon droit ses forces. Montesquieu, qui dénonça les paradoxes de Bayle, serait par surcroît la caution de son loyalisme civique : « Plus il croirait devoir à la religion, plus il penserait devoir à la patrie ».

* * *

Son dévouement aux questions scolaires comporte-t-il une explication? Les écoles meublent les âmes et c'est une entreprise à laquelle sa conscience ne saurait défailir. Là fut vraiment l'objet dominant de ses efforts. Ceux-ci ne connurent pas de relâche et ses largesses accompagnaient libéralement ses directions.

Il aimait à souligner que l'école est le complément de l'œuvre familiale et que cette règle doit déterminer ses devoirs. Il attendait de ses disciplines morales que les citoyens comprissent plus utilement leur rôle et que la société servit davantage son idéal. Rapporteur de la loi du 19 mai 1914, les deux discours qu'il prononce — et qui occupent chacun près d'une séance parlementaire — fixent longuement le programme qu'il a légué comme une chartre de franchises à ses amis politiques.

Il ne se résigne qu'alors à l'obligation de l'enseignement. Comme il semblait essentiel à Voltaire qu'il existât « des gueux ignorants », Charles Woeste — loin de ces motifs et de cette référence — reprit étrangement des desseins identiques : ici encore il était rebelle aux contraintes et sa défiance à l'égard des écoles officielles, allait jusqu'à souscrire à ce rétrograde expédient.

* * *

Il est rare, au demeurant, que ses interventions parlementaires ne décèlent pas la continuité de ses préoccupations. Il se plaît à rattacher maint sujet de discours aux grands intérêts qui lui sont chers. Il ne devise point de l'art sans s'inquiéter de la morale. Il ne dissocie pas la dotation au comte de Flandre de son attachement aux principes de la monarchie. Il ne souhaite pas l'annexion du Congo sans rappeler les devoirs de la civilisation. Il ne concède pas à la langue flamande l'égalité qu'elle réclame sans repousser le rançonnement de liberté dont ses apôtres accompagnent encore leurs credos triomphants.

S'il combat le referendum, s'il appelle de ses vœux, dès le 25 novembre 1898, l'institution d'une conférence permanente de la paix, il n'est pareillement nul problème mineur qu'il juge indigne de son attention : on l'entend recommander la construction d'un pont sur la Dendre et l'établissement d'un tribunal de première instance à Alost.

A cela près, sa profession ne l'incline guère à des indulgences d'ordre corporatif. Il souligne avec déplaisir les frais de construction du palais de Justice de Poelaert et quand, peu avant les vacances judiciaires de 1897, le ministre de la Justice sollicite un crédit de 15,000 francs pour le Congrès des avocats, son hostilité victorieuse fait abandonner ce projet.

Lorsque des réformes juridiques sont soumises aux débats de la Chambre, ses interventions averties sont écoutées dans le silence. Qu'il rapporte la loi sur les titres au porteur ou qu'il disserte plus tard sur le régime des sociétés commerciales, il fait mieux que de concilier des plaideurs; sa sagacité élague par avance plus d'une occasion de leurs conflits.

Au vrai, sa réputation d'avocat continue d'affleurer son autorité de légiste. En 1890, il est pour la première fois élu bâtonnier du Barreau de cassation. On dit qu'à présent des États étrangers le

consultent et que les familles le font arbitre de leurs différends. Lorsqu'en 1903 l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et la Belgique se disputent les revenus des douanes de la Guayra et de Puerto-Cabello, c'est lui que le Gouvernement charge de défendre contre le Vénézuela les intérêts belges engagés dans l'instance introduite à La Haye. Devant le tribunal arbitral, dont sa notoriété nationale n'avait pas franchi le seuil avant lui, les conclusions qu'il dépose surprennent par la netteté de pensée qu'elles révèlent, l'ordre de l'exposé, la sûreté persuasive du raisonnement. Sa plaidoirie, incisive et directe, déconcerte ses adversaires qui s'embarrassent dans des brouilleries à la recherche du nœud juridique sur quoi seul il a lumineusement mis l'accent.

* * *

Il arrive aussi que sa tâche à la barre se confonde avec ses préférences politiques. Ce serait mal évoquer sa vie que de faire le silence sur la cause de la *Justice sociale* qu'il disputa. Dans l'appareil d'un procès de presse, c'est à la vérité l'abbé Daens, comme lui député d'Alost, qu'il a traduit comme accusé.

Esprit généreux, ce dernier savait la langue et les aspirations des groupes ouvriers où s'entretenait sa popularité. Il avait assailli, sans les ménagements de la prudence, les milieux conservateurs ou ses déclarations politiques fustigeaient bruyamment ces privilèges qu'on nomme volontiers des traditions pour en assurer le respect. Il lui arrivait de monter sur une table dans un cabaret et de tenir meeting dans des salles de danse. Lorsqu'il devait à sa qualité de député d'être convié à quelque dîner officiel, on le déconseillait parfois à l'office ou au vestiaire, dénonçant aux domestiques les abus du capitalisme et les incitant à exiger de ses hôtes de plus lucratifs salaires ou de meilleurs égards. L'autorité religieuse l'avait mis en disgrâce; sans sacrifier la paix de son âme à la pathétique révolte dont le génie douloureux de Lamennais avait, six lustres plus tôt, donné l'angoissant spectacle au monde, il était resté fidèle à ses serments.

De nouvelles sympathies l'encouragèrent. Quand le 2 décembre 1895, la Commission des hospices civils d'Alost prit la décision de lui refuser l'accès de sa chapelle, de jeunes publicistes vitupérèrent contre cet « infâme » procédé. Ils étaient pour la plupart avocats; ils se croyaient tous démocrates. L'article dont ils revendiquèrent ensemble la responsabilité contenait les mots usuels de la polémique excessive que la jurisprudence a coutume de blâmer non sans que les motifs de ces décisions n'inclinent parfois à l'éloge du défendeur condamné...

Mais pour un journal qui essaime des idées, quelle fortune d'être assigné dans de telles conjonctures!

A l'heure où Charles Woeste, pour les demandeurs, lit à l'audience du 10 février 1898 ses conclusions, gens de robe et partisans envahissent la salle de la deuxième chambre. Il plaide pour les demandeurs dont le sort intéresse moins les amis qui l'écoutent, que l'acérbe leçon qu'il s'arroge la mission de faire à son rival politique, « cet homme qui dit la messe mais qui n'a pas de juridiction ». Toutefois, dans ce procès civil, il est trop habile avocat pour s'égarer en des divagations. Et quand il observe que dans la libre discussion, l'outrage et l'injure sont des limites qu'il ne faut pas franchir, il a rendu décisive son argumentation ainsi ramenée à l'essentiel.

Deux de ses adversaires ont dépouillé la robe pour présenter leur défense personnelle. L'un fut chef de notre Ordre et délaissa naguère le pouvoir. L'autre l'occupe aujourd'hui. Ils s'exprimèrent tour à tour, celui-ci avec une sobre élégance et un sens averti des nuances, celui-là avec cette éloquence volontiers rude et saccadée où se profile la charpente de sa personnalité. Le plus ancien de nos bâtonniers plaida comme avocat pour la défense. Ce fut

un mélange de dialectique et de grâce, de raisons juridiques, d'allusions souriantes et de cette émotion en demi-teintes qui se donne et se reprend. « M^e Woeste, dit-il à certain moment, n'a pas manqué de faire sentir la distance qui sépare l'âge des douze défenseurs, du sien, comme s'il ressentait quelque chagrin de n'être plus jeune et qui sait? de ne l'avoir jamais été... » Touche-t-il alors vraiment dans ce demi-sarcasme, le malentendu de deux générations? Woeste ne l'interrompt pas. Mais on perçoit à la quiétude de son regard qu'il a fait justice à ses propres yeux de cette explication. Il peut croire à la vanité de cette querelle s'il a connu au commencement de sa vie publique, la perfection de la vérité : quand les jeunes invoquent leur jeunesse à l'appui de leurs discours, ils en ébranlent du même coup les colonnes et couronnent les vieillards...

Woeste, fidèle à lui-même, dénonce comme des utopies et des frondes les altruismes auxquels il prête l'aiguillon des ambitions : son âme ne perçoit pas leur générosité s'ils ont un champ d'action politique. Si cette cause qu'il emporte lui est une occasion de rappeler l'immutabilité de sa doctrine ne se croit-il pas chaque jour infaillible?

Le mot d'un chef de gouvernement qui le qualifie de « pape laïc » dans un débat parlementaire n'est pas seulement une boutade ou la marque d'une impatience. Une anecdote qui n'est pas inconnue, éclaire son intention. Devant une chambre civile de la Cour où il plaide contre Beernaert, celui-ci doit reconnaître en réplique, l'exactitude de la thèse que Woeste a soutenue sur un point de détail. Il accentue plaisamment cet accord en disant à la Cour : « Ceci prouve, Messieurs, qu'il arrive, contrairement à ce qu'on pense souvent, que M^e Woeste et moi, nous sommes quelquefois d'accord ». L'interruption jaillit aussitôt. Woeste se dresse à demi sur son banc, il se tourne, le pince-nez tendu, vers son adversaire et l'on entend comme un bruit de bois sec qui se casse, cette réponse : « Cela arrive, M^e Beernaert, chaque fois que vous êtes dans la bonne voie... »

N'est-ce pas aussi dans la question militaire qu'il croit avoir opportunément choisi son chemin? S'il regarde avant 1912 vers son passé, comme il se félicite encore de l'innité de ses desseins! L'intérêt qu'il porte à la sécurité du territoire n'est jamais allé jusqu'à condescendre à des plans mégalomanes qu'inspire l'exemple inadéquat de l'Allemagne, peuple toujours en armes, qui a le goût des disciplines guerrières. Il a prêché à toute heure dans ses discours et dans ses manifestes, que, seule, en vérité, l'institution d'une armée de volontaires respecte la liberté de l'homme : celle de sa vocation et celle de son travail. Au général Eenens qui découvre dans le service personnel le seul ferment du patriotisme, du dévouement et de l'abnégation, il a bientôt riposté avec une accablante ironie, en se gaussant de ce qu'un uniforme, une caserne et des contraintes puissent engendrer de vraies vertus. Contre cent réquisitoires, il a su défendre le remplacement militaire iniquité humaine où quelques-uns assumèrent les suprêmes sacrifices à défaut d'argent pour s'en décharger. A l'heure de Serajevo, qu'elle est donc lointaine l'aube émouvante et pieuse où tous les enfants du monde laisseront ensemble tomber les armes de mort!...

Ceux-là même qui votèrent contre les budgets militaires s'indignent maintenant avec affectation de sa crédulité. Il a beau constater qu'il n'a refusé son adhésion ni aux forts de la Meuse en 1887, ni à ceux d'Anvers en 1905, ni, en 1913, enfin, au service général, devant les alarmes que le Gouvernement lui faisait tout à coup partager : il surprend vraiment assez tard les jeux de la politique internationale, lui que l'étranger n'intéressa guère qu'en sa recherche d'affinités morales ou d'exemples individuelles lorsqu'il découvrait Windhorst, Manning, Montalembert ou Ozanam, dont

il dessinait les traits en y trouvant des fragments de son visage. Les armées sont en marche... Quand les guerres nationales commencent, dans chaque peuple, les hommes croient s'aimer. Soudain, s'émiettent en un dédain dérisoire les dissensions séculaires et les conflits de lutrins. Toute la Chambre est majorité. Une génération personnifiée en Woeste les erreurs d'un régime et une politique qui expire. 4 août 1914. Il a soixante-dix-sept ans. Où sont les disciples de ce vieillard?

* * *

On le voit encore à Anvers, le 9 septembre, s'entretenir avec les ministres. Le 2 octobre suivant, il apprend que son activité judiciaire ne pourra compenser ses loisirs parlementaires. On renvoie les causes à la paix et son adversaire s'écrie : « Je n'aime pas de plaider au bruit des canons ». Il lui répond simplement : « Il faut se remettre au travail ». Qui bientôt, en effet, ne s'y résigne? Mais l'occupation allemande pèse lourdement sur lui. Si nous finissons de croire à la Patrie, l'étouffement de nos libertés pourrait nous donner la passion des nationalités ombrageuses. Pendant cinquante mois, qu'exprimera-t-il des pensées qui l'assaillent? C'est au prix de difficultés qu'il écrit au ministère exilé et lui conseille de se fortifier en faisant accueil à des adversaires. C'est au risque d'une déportation qu'il signe le 7 avril 1917, en tête des parlementaires demeurés en Belgique, une protestation où il atteste l'indépendance et l'unité de son pays, puis le 30 janvier 1918, en même temps que de nouvelles doléances, la plainte où il dénonce à la Cour d'appel de Bruxelles, le « complot » du « Conseil des Flandres ».

Mais cette solidarité, il le sent, ne fait pas qu'à son égard, la désaffection ne s'élargisse sous le couvert d'amabilités stériles ou d'oubli qui lui sont plus onéreux que des estocades. Il s'affermi en son isolement et ses jugements ne mendient rien aux sentimens des autres. Il pense qu'en répondant par la suspension de leurs audiences à l'arrestation arbitraire de quatre magistrats de la Cour d'appel et à l'interdiction du corps, la Cour de cassation et le Tribunal de première instance pouvaient avoir accompli « un geste noble voire utile ». Mais il regrette assez âprement qu'une meilleure diplomatie n'ait pas rendu au pays, dans un bref délai, la justice dont il avait besoin et qui demeurait le témoignage de sa permanence. Ainsi Barrès recommandait de « subir l'inévitable » sous le marteau des bottes et de « maintenir ce qui ne meurt pas... ».

Sont-ils d'hier ces souvenirs décolorés?

Cependant lorsqu'en décembre 1916, un mois après l'apostrophe déchirante de Romain Rolland aux *Peuples assassinés*, Edmond Picard clamait son anxieux appel à la paix, Woeste n'avait pas contredit cette voix d'infidèle qui rejoignait ses espérances et croisait son amertume. Quand le Conseil du Barreau de cassation refuse à Picard, en juillet 1917, sa réélection de bâtonnier, il ne s'associe pas davantage à ce désaveu. Bâtonnier trois fois réélu, il écoute dans le silence la lettre de Picard qui s'incline devant la sanction morale dont on le frappe mais qui, très au-dessus de lui, redresse les principes de peur sinon de les voir humiliés du même coup. Lorsque cette protestation revendique pour l'avocat, le libre usage de son indépendance et de sa pensée, Woeste la comprend et l'accepte; il perçoit le péril de ce contrôle politique, les signes alarmants de ce précédent. Son suffrage ne donne pas un successeur à Picard; comme ce dernier et seul avec lui, il s'abstient dans ce scrutin chargé de l'angoisse latente des équivoques spirituelles que des verdicts d'occasion ou de convenance n'effacent pas.

* * *

Les journées de novembre 1918 interrompent son recueillement. Mais il a quatre-vingt-un ans et son ombre est de l'histoire.

Pour la première fois, depuis 1884, dans son pays qui se retrouve, le ministère se forme sans ses avis. Il peut toutefois se passer d'égards, maintenant qu'il a pris de nouveau place dans un Parlement, où le ressaisit sa jeunesse : « On ne croyait mort, écrit-il, mais j'entendais rester debout ».

Il se décharge bientôt de la présidence des associations et des cercles, qu'il assumait, mais pour le reste, il reprend, sans en modifier le cours, sa multiple activité. Il est généralement à la barre le matin. La Chambre l'occupe l'après-midi. Le 18 novembre 1918 dans le premier débat, on le voit le premier s'inscrire.

Il n'aime pas de lire dans le projet d'adresse que la liberté des syndicats fortifiée doit améliorer la paix sociale. Sa mercuriale rend un vieux son auquel ses amis mêmes se dispensent de faire écho.

Il lui arrive aussi de rapetisser la guerre à une parenthèse. Mais le désarroi qu'elle vient d'apporter submerge ses axiomes politiques. Ses réserves n'arrêtent pas les réformes. Il ne sauve pas la neutralité belge effondrée et le suffrage universel triomphe avec le secours de sa résignation. Seuls les votes se comptent dans les parlements.

* * *

Est-ce alors que d'un concert tacite la Chambre commence à le vénérer? Anobli le 8 mai 1914, il est depuis le 15 novembre 1891, ministre d'État : ces investitures n'imposent plus en ce temps si les arêtes d'un caractère n'en justifient pas le sens. On rend à présent justice à son unité, à la dignité de son existence, à la loyauté de ses intentions, à son courage, à son désintéressement. « La politique même ne veut pas que les haines soient immortelles... » : Plutarque, ici, n'a pas menti. La vie de Woeste devient comme un apologue étrange où ses adversaires ne sont pas les derniers à déceler de la grandeur.

Lors des crises ministérielles de 1919 et de 1920, un crédit singulier entoure derechef ses avis. Hélas, le 26 novembre 1920, quand il doit intervenir dans le débat sur la déclaration du gouvernement, on apprend qu'il a dû s'aliter. C'est à son âge, sans doute, l'alarmant signal de ses derniers moments. Avec quelle téméraire illusion, il a demandé pourtant que son tour de parole revienne cinq jours plus tard. On murmure que ce sera l'heure de son suprême éloge et qu'il a jeté son ultime défi...

Le 1^{er} décembre 1920, quand s'ouvre la séance, il entre dans l'hémicycle blanc, avec un visage à peine émacié dont la volonté durcit l'impassibilité. Il n'a pas le temps de gagner sa place. D'un mouvement, la Chambre s'est levée et elle acclame quarante-six années d'histoire publique qu'il incarne dans sa fidélité. Sous les incertitudes et les échecs des constitutions modernes comme en face des théories césariennes qui déplacent la fierté des hommes, le présent s'accroche symboliquement à ce passé comme aux signes de sa force; il fait un drapeau de cet octogénaire. Woeste est « le Parlementaire » et le Parlement honore son génie en lui.

* * *

L'hommage qu'il a reçu ne grise pas son intelligence et son attachement au régime ne lui en cache pas les faiblesses. L'incohérence des lois l'inquiète et il trouve des teintes sombres à l'avenir. Mais il vaut mieux corriger nos libres institutions que de marcher à la recherche d'un despotisme dans la nuit d'une révolution. Le Parlement ne peut-il, sans sacrifier ses principales prérogatives, émonder son exubérance en délimitant sa tâche?

Alors il reprend son travail opiniâtre et il n'écoute pas ceux qui l'incitent à plus de ménagements : « J'irai, réplique-t-il, jusqu'à l'extrême limite de mes forces ».

On l'entend combattre l'accès des femmes au Barreau, la réforme du jury d'assises et le maintien du Juge unique. Ce sont des

résistances dont d'apparentes raisons expliquent la vanité.

S'il défend « avec une pleine conviction » la limitation de la journée de travail à huit heures, il exprime d'injustes défiances quand vient la discussion du problème du chômage. Ah! l'amertume de ce malentendu qui meurt et renaît, entre sa bonté charitable et les dogmes de son économie politique en lambeaux... Quand des hommes réclament du travail ou du pain, il convient que tout le peuple sente la morsure de leur angoisse et que les gouvernements l'apaisent. « Puisqu'on m'a mis au monde, c'est qu'il y a dans le monde une place pour moi » : c'est le cri de l'infortuné Charles-Louis Philippe, que nos cœurs ont retenu.

* * *

Quand embaume le dernier été de sa vie, il erre, la démarche à peine raidie, parmi les tulipiers de sa maison de Calevoet où son âme s'attendrit lentement devant les lignes douces d'un paysage à l'unisson de sa sérénité. Voici qu'il rêve à sa destinée. Il a connu de hautes faveurs, de cinglantes disgrâces, une popularité discrète qui a des effluves de revanche. Que lui importe! Il attend « du temps et de sa conscience » la récompense des efforts qu'il accomplit. « L'essentiel, dit-il, est de faire son devoir. » N'est-ce pas cependant l'entreprise la plus difficile que de le bien connaître et sa vie ne serait-elle pas décevante si sa bonne foi l'avait trompé? Les nations n'absolvent pas les fautes de leurs chefs par l'excuse de leur sincérité. Mais il regarde un autre monde où les bonnes volontés sont accueillies. Il reçoit de là des encouragements nouveaux et soudain son jardin s'éclaire à cette espérance.

Le 15 mars 1922, il prononce, à quatre-vingt-cinq ans, son dernier discours : « J'ai passé une grande partie de ma vie à défendre toutes les libertés ».

Le 2 avril, la vieillesse a fini d'user ses jours. Quand il apprend que les prévisions de ses médecins sont inexorables, ses illusions s'écroulent dans ses pleurs. Il voudrait tant vivre encore pour servir ses croyances, son idéal...

Il se résigne pieusement à son agonie et il règle paisiblement sa mort.

Ses mains pures ne sont pas vides. Il nous lègue les leçons hautes de ses vertus rigides dont ce siècle a besoin.

Le 4 avril 1922, il emporte, presque debout, son dernier combat.

CHARLES VAN REEPINGHEN.

Conférences Cardinal Mercier

15^e année

La première conférence aura lieu le mardi 28 novembre, à 5 heures (Salle Patria).

M. OCTAVE AUBRY

y parlera de son

PÈLERINAGE A SAINTE-HÉLÈNE :

le mémorial et Napoléon
tel qu'il lui est apparu.

Des cartes particulières pour cette conférence, ainsi que des abonnements aux différentes séries (voir plus loin le programme général), sont en vente à la Maison F. Lauweryns, 20, Treurenberg (tél. 17.97.80) et à la Nation Belge, 50, place de Brouckere (tél. 12.21.00-01-02-03-04).

La réception de François Mauriac à l'Académie française

On attendait un grand discours. On est déçu. Il y a eu un bon discours : celui de M. André Chaumeix. Celui de M. François Mauriac ne sort guère du cadre des banalités académiques. Et l'on sait ce que cela veut dire.

Je voudrais m'expliquer tout d'abord sur le succès du « prince orageux des inquiétudes infinies ». Non par zèle d'iconoclaste. Ni pour ruer dans le rang. Mais parce qu'il me paraît que François Mauriac abuse de cette cote d'amour que le public lui décerne, libéralement — catholiquement, si l'on veut.

Mauriac est-il un vrai romancier? Je réponds : non. Un vrai romancier, c'est Balzac, leur maître à tous, Balzac qui crée de toutes pièces, le personnel protéiforme de la « Comédie humaine ». D'ailleurs, il existe un autre type de roman : le roman stendhalien, où l'introspection psychologique, ce beau souci du Français raisonneur, prend le pas sur l'action (je dis l'action et non l'intrigue). L'auteur de *la Robe prêteuse*, de *Génitrix*, de *Thérèse Desqueyroux* n'a garde de faire concurrence à l'état civil. Pour ce qui est de sa psychologie, nous y reviendrons tout à l'heure. Qu'il me suffise de rappeler dès maintenant, après M. Chaumeix, que le drame de la tentation, cet unique et décevant sujet des méditations mauriaciennes, n'est traité que du seul point de vue des pécheurs voués à la faute, des « possédés ».

Je viens d'écrire le mot : méditation. Une méditation n'est pas un roman. Voilà la première distinction qu'il importe de faire. A relire attentivement l'œuvre de Mauriac, on s'aperçoit que l'auteur tourne court chaque fois que les nécessités mêmes du sujet l'amenaient à se comporter en romancier. Mauriac ne conte guère. Il ne sait pas conter. Ses meilleures pages sont autant d'évocations (« je me souviens », « autrefois », « il me semblait revoir »...), de ces rêves que l'on construit, que l'on dirige tout au moins, plutôt qu'on en subit l'envoûtement magique. Et c'est pourquoi Mauriac réussira toujours mieux l'article de journal que le roman ou la nouvelle. Je m'en rends fort bien compte depuis que j'ai l'occasion de suivre assez régulièrement le chroniqueur de *l'Echo de Paris*. J'ai retenu, entre autres, un commentaire admirable au sujet du suicide par désespoir d'amour d'un jeune officier de marine. Mais nous étions à cent lieues de la vraie formule du roman.

Y aurait-il donc une formule? Sincèrement, je crois que oui. Je continue de croire qu'il y a des genres, que le roman en est un et que la confession en est un autre, et que François Mauriac peut arriver à nous émouvoir : il ne nous entraîne jamais, jamais il ne nous emportera dans ce tourbillon de la création romanesque où les personnages prennent une vertu hallucinatoire, un goût de chair et de sang, prennent vie.

Rendant témoignage au Barrès qui daigna se pencher sur sa berceuse littéraire, le nouvel académicien a rappelé, non sans quelque suffisance, « l'élection singulière » que fit de lui le grand parrain. N'est-ce pas se méprendre sur les raisons secrètes de l'inclination barrésienne? Lorsque, pour continuer l'allégorie, Barrès eut écarté les frères roseaux des premiers poèmes (*les Mains jointes*), un Mauriac très « petite source » lui chantait la chanson de la vingtième année. Ce Mauriac-là, le poète, il est mort jeune, hélas! L'Immortel d'aujourd'hui ne lui aura pas survécu...

Certes, Barrès n'a pas toujours excellé, lui non plus, dans une

certaine forme de roman qui tend à prolonger parmi nous l'aventure étrange de la vie. Pourtant, il y a, chez Barrès, dans *Leurs Figures*, comme il y a chez le Pascal des *Provinciales*, un sens de l'action, ce jaillissement créateur qu'on attendrait en vain du méditatif Girondin. Il manque à François Mauriac romancier tout ce qui empêche Dumas père de faire concurrence à *l'Imitation de Jésus-Christ*.

Du moins, ce lyrique du roman, cet évocateur d'états d'âme, va-t-il nous faire pénétrer à sa suite jusqu'au fond du gouffre intérieur? Même pas. Mauriac nous offre le triste exemple de la déformation — je n'ose pas dire « professionnelle » — poussée jusqu'à la hantise, à l'idée fixe. La harangue académique en porte témoignage. Il faut bien y venir.

Oh! j'accorde de bonne grâce que le hasard des successions avait mal fait les choses. C'est une malice qui en vaut d'autres : telles les fléchettes du « recevant ». Anatole France n'a-t-il pas succédé à de Lesseps? Ne désespérons point de voir un grammairien remplacer, sous la Coupole, l'ineffable « Lancelot-dans-le-lac ». Eugène Brieux est un prédécesseur calamiteux. Personne ne lit plus son théâtre. *La Robe rouge* vieillit au répertoire de la Comédie-Française; on joue *Blanchette* dans les patronages (version expurgée); *les Avariés* nous feraient tout juste rire. Il est vrai que Brieux a fondé un prix du théâtre spiritualiste, un prix que le jury a bien du mal à décerner d'ailleurs... C'est un beau sujet pour plus tard, pour la Journée Monthyon, pour les fêtes de la vertu... En attendant, il fallait commencer par prendre séance.

Après l'hommage à Barrès, « par une habile transition », remarque le communiqué de presse, le récipiendaire arrive à Brieux. J'observe, sans y insister d'ailleurs, que la transition dont il s'agit n'est qu'une transposition pseudo-pascalienne d'un vers de Tércence aussi rebattu que les pages roses du Larousse. Fallait-il, par l'intermédiaire des *Annales de la Propagation de la Foi* (au fait, voilà peut-être l'habile transition?) tomber, comme à pieds joints, dans le drame de la sainteté? Mille fois non. M. André Chaumeix a eu cette phrase terrible à l'adresse de sa victime en habit vert : « Brieux croyait à la bonté naturelle de l'homme; vous croyez au péché originel ». Cela signifie — ou les mots n'ont plus de sens : « Vous avez tort, Monsieur, de faire de votre prédécesseur, qui ne vous en demande pas tant, le héros d'un de vos romans tourmentés et monocordes ». Mauriac regrette en Brieux un apôtre, l'Apôtre, lorsque chacun pensait et continuera de penser : nous avons perdu un bourgeois.

Mais voyez comme éclate, précisément à ce propos, la manie mauriacienne de tout ramener au catholicisme. C'est plus qu'un abus : une usurpation. Je vais peut-être froisser des admirateurs, des zélotes. Il me paraît cependant, en toute indépendance, en toute honnêteté critique, que Mauriac n'aurait pas obtenu cette place de premier rang qu'il occupe aujourd'hui, si son catholicisme d'espèce incontinent ne lui avait valu, d'entrée de jeu, une remuante clientèle. La conversion se porte bien en littérature. Il y a l'équipe des sous-Bloy. Mais une certaine religiosité, trouble et vague, sensuelle et dégoûtée, exigeante et insatisfaite, se porte encore infiniment mieux. « Le christianisme a beaucoup fait pour l'amour en en faisant un péché », a dit quelqu'un, fort méchamment. Mauriac ramasse le péché, il le ramasse dans toutes les boues, et il en fait son affaire — et qui rapporte. Le public catholique (il faut l'avouer à sa honte) est enchanté de l'occasion qui lui est donnée de ménager son saint respect des bien-pensants et sa malsaine curiosité des sales pensées.

Je n'irai pas jusqu'à dire que François Mauriac manque de talent. J'ai lu de lui des pages colorées, émouvantes. Il sait la valeur d'un frisson, le sens d'une harmonie, parfois même il lui arrive de deviner le secret des solitudes confidentes, ce mal poignant du « désert de l'amour ». Mais s'il n'eût pas affiché sa « raison

sociale », exploité son extrait de baptême, il fût resté, tout comme Brieux, « l'occupant paisible d'un domaine bien ordonné », le romancier de seconde zone qu'il n'a presque jamais cessé d'être.

Je m'aperçois que je deviens méchant. J'aurais peur surtout d'être injuste. Qu'on relise sans parti pris le discours de réception. On y trouvera, à côté d'heureuses formules et de quelques idées moins fortes que justes, toute une argumentation passablement impertinente (j'entends : hors de propos) sur le dialogue cornélien. Prisonnier d'un poncif, François Mauriac ne voit plus que pécheurs. Corot ne voyait plus, dit-on, que des Corot. Oui, mais c'était Corot...

Il eût fallu parler théâtre. Je relève un *distinguo*, superficiel en somme : théâtre social et théâtre d'amour. Et sur la décadence de la scène française, sur les « misérables productions » de l'écran, quelques lieux communs d'une morne platitude. J'entends bien que le romancier du *Naufrage de Vipères* répugne, d'instinct, à la convention scénique. C'est ici que nous l'attendions : sur le chapitre du divorce qui sépare sa conception d'avec celle d'un Eugène Brieux. Et j'aurais voulu que nous fût démontrée, par la même occasion, l'insanité de ce bobard : la littérature pure. Toute littérature est d'action. Chaque écrivain, qu'il compose pour sa délectation solitaire ou qu'il prête vie à des personnages en quête de public, romancier, dramaturge ou poète, chacun a son efficace. Il serait grand temps de renoncer à cette fausse vertu d'éclectisme qui tend à absoudre je ne sais quel narcissisme littéraire. Mais François Mauriac a préféré célébrer en Brieux le bienfaiteur des aveugles de guerre. C'est aussi sympathique que peu compromettant.

La réponse de M. André Chaumeix se distingue d'abord par l'intelligence. Les journalistes, si souvent décriés par la gent de lettres, tiennent là une jolie revanche. Je voudrais insister simplement sur ce que dit l'ainé au cadet touchant le sens humain de la religion catholique. Il n'est pas vrai que Dieu soit un garde champêtre, attentif à frapper ceux-là qui franchiraient d'aventure une ligne qui sépare la vertu du péché. Le Dieu que nous aimons est infiniment aimable. Et le jansénisme est, de toutes les philosophies morales, la plus inhumaine, la plus superbe aussi. Relisez *les Provinciales*. Pascal a bien du talent, et de temps en temps de la mauvaise foi, et souvent du génie. Ces Messieurs de Port-Royal ont des austérités qui commandent le respect. Mais, malgré le Père Annat, Escobar, tous les *distinguo* de tous les casuistes et la plus large absolution de la plus large manche, les Jésuites avaient raison. Ils avaient pour eux la nature humaine qui est faillible et la miséricorde divine qui est infinie. François Mauriac a souffert d'une éducation faussée. Si le protestantisme explique, par bien des côtés, André Gide, la province, la sombre, étroite et trouble province — nid de vipères, fleuve de feu — donne au romantisme morbide de Mauriac tout son sens inhumain.

M. Chaumeix a prêché le culte de la raison, des idées claires et distinctes, de l'équilibre, de la volonté. Je préfère, pour ma part, au « message de l'infini » ce message du classicisme.

FERNAND DESONAY,
Professeur à l'Université de Liège.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique
des idées et des faits

Le réarmement anglais, conséquence d'une lourde faute

La lourde faute diplomatique commise par l'Angleterre — le soutien donné à la Prusse depuis treize ans — est à la veille de produire la conséquence pratique qui la rendra sensible à tout le monde. Il est moralement certain qu'il faudra augmenter les armements anglais. La faute a produit une situation qui rend cette augmentation inévitable.

Il existe un parallèle intéressant — pas très étroit, mais qui l'est suffisamment pour être instructif — entre l'erreur diplomatique capitale de l'Angleterre pendant ces dernières années et la faute désastreuse commise par la monarchie française sous Louis XV à la fin de la première moitié du XVIII^e siècle. La politique traditionnelle de la monarchie française, transmise et pratiquée pendant près de deux siècles, avait été de limiter la puissance autrichienne. Politique qui s'imposait, car l'Autriche (c'est-à-dire l'Empire) représentait l'unification des Allemands et donc un danger correspondant pour la France.

Mais à la fin de la première moitié du XVIII^e siècle, la situation avait complètement changé. Le danger n'était plus du côté de l'Autriche, sauvée difficilement, peu auparavant, par une coalition et dont la puissance déclinait. Le danger venait du Nord de l'Europe, de sa richesse et de l'accroissement de sa puissance militaire. L'alliance qu'eût dû conclure la France — les Habsbourg finissant dans une héritière dont la succession susciterait des rivalités — était de soutenir Marie-Thérèse contre ses ennemis et particulièrement contre Frédéric le Grand. Louis XV le voyait bien, ainsi que son grand ministre, mais l'opinion contraire parmi les grands fonctionnaires, les financiers, etc., était trop forte pour qu'ils pussent s'y opposer. A contre-cœur le roi se rangea aux côtés de Frédéric contre l'Autriche avec le résultat que la monarchie française ne retira aucun fruit de la guerre, mais eut la mortification de voir Frédéric conclure une paix séparée et acquérir la Silésie.

La monarchie française fut ainsi affaiblie matériellement par d'inutiles dépenses, affaiblie moralement par l'abandon et l'échec. Et en même temps, *de ses propres mains*, elle avait contribué à édifier la puissance qui, à l'avenir, allait être le plus formidable adversaire de la France. En restant trop longtemps attachée à une certaine tradition diplomatique qui avait perdu sa raison d'être, la France perdit sa chance.

Le parallèle n'est pas exact, mais il y a beaucoup de commun entre la situation actuelle de l'Angleterre et celle de la monarchie des Bourbons en ces temps-là. Il y avait ici, en Angleterre, une tradition diplomatique ancienne et immuable qui veut que la Grande-Bretagne doit tenir la balance et jouer l'une puissance ou un groupe de puissances continentales contre les autres puissances. Les deux principaux plateaux de cette balance avaient été, pendant des générations, jusqu'à la Grande Guerre, la Prusse et la France. En maintenant un pareil antagonisme, mais en ne permettant jamais à l'un des antagonistes de devenir trop fort si elle pouvait l'en empêcher, l'Angleterre conservait toute liberté pour développer son commerce et étendre ses colonies. Cette politique put se poursuivre en toute sécurité parce que chacune des parties, irritée par les faveurs que l'Angleterre accordait à l'autre, n'était pas à même de menacer l'Angleterre. C'est ainsi qu'en 1875 la Grande-

Bretagne empêcha la Prusse d'attaquer la France, et la Prusse ne put que céder. La parfaite unité intérieure de l'Angleterre, son inattaquable maîtrise des mers permettaient à cette tradition diplomatique de continuer triomphalement et sans interruption.

La Grande Guerre a fait disparaître complètement cet état de choses. Il a disparu comme une île connue depuis un temps immémorial et qui, soudain, s'abîme sous les flots. Changement radical : stratégiquement parlant, l'Angleterre n'est plus une île. La maîtrise des mers n'existe plus, de même que la puissance illimitée de blocus. L'Angleterre conserve toujours sa magnifique unité politique, aucune autre nation ne lui est comparable à ce point de vue-là, mais tous les autres facteurs essentiels au maintien de l'ancienne tradition diplomatique anglaise ne sont plus....

Après la guerre, la Grande-Bretagne se trouvait dans une situation toute nouvelle. La paix lui était essentielle. Bien qu'elle ne fût plus à l'abri d'une agression, elle contrôlait toujours le commerce asiatique, une bonne partie de la finance mondiale, le bloc le plus important du commerce mondial et de grands territoires soumis à son autorité directe et exploités à son profit. Ses bénéfices, et les pays dont elle les tirait, étaient devenus non seulement des objets d'envie — ils l'avaient toujours été — mais une tentation de les attaquer. De toutes les nations, l'Angleterre est celle qui a le plus à perdre et le moins à gagner à une nouvelle guerre; de toutes les nations européennes, l'Angleterre est la moins en état de rester en dehors d'une guerre entre deux autres puissances. Sa vie est plus centralisée dans sa capitale que dans tout autre pays, sa capitale est plus vulnérable et l'Angleterre provoque partout la convoitise des autres, notamment en Méditerranée.

* * *

La seule manière de maintenir la paix, après 1918, était de s'en tenir fermement aux traités. Ces traités avaient laissé pas mal de mécontents comme des traités victorieux le font toujours et ne peuvent pas ne pas le faire. Mais il n'y avait parmi ses mécontents qu'une seule puissance capable de menacer à nouveau la paix : la Prusse. Cette menace eût pu être écartée en empêchant la réunion des Allemagnes. Elle eût pu être diminuée par une politique étrangère unissant tous les vainqueurs et surtout les deux principaux, la France et l'Angleterre. Mais si on décidait de soutenir la Prusse, de la restaurer, de lui permettre de rétablir son hégémonie sur les Allemagnes, il devait inévitablement en résulter des menaces de nouvelle guerre.

Avant la guerre, l'Allemagne prussifiée possédait des colonies africaines, une belle flotte, un commerce immense. Elle ambitionnait une part toujours plus grande dans le commerce asiatique et dans l'influence européenne en Extrême-Orient. Tout cela s'écroula par la défaite dans une guerre follement entreprise. Tout cela passa à l'un des vainqueurs : l'Angleterre. Celle-ci prit les colonies allemandes, exigea la destruction de la flotte allemande, augmenta son influence en Asie. Il était inévitable qu'une Prusse restaurée tenterait de regagner son ancienne situation et cela aux dépens de l'Angleterre. Ni les Français, ni les Italiens n'avaient rien pris aux Allemands. Si les Français avaient essayé de briser la puissance militaire allemande, ce n'était pas pour annexer des territoires allemands, mais pour empêcher une guerre de revanche. L'Italie ne reçut presque rien, un petit territoire assurant la sécurité stratégique dans les Alpes, mais aucune colonie, aucune expansion dans l'Adriatique, rien de ce que, légitimement, elle eût pu demander comme l'un des vainqueurs.

Dans ces conditions, il devait tôt ou tard se produire une tendance prussienne de rapprochement avec la France dans le but de conclure un marché aux dépens de l'Angleterre. Et le dévelop-

pement d'une pareille tendance ne pouvait qu'obliger la Grande-Bretagne à renforcer ses armements.

Quelle impérative que soit cette nécessité, pour l'Angleterre, d'augmenter sa puissance militaire, elle se bute à trois difficultés très graves. D'abord, difficulté financière : où trouver l'argent ? Puis difficulté politique : se borner à armer davantage sans conclure des alliances en faveur du maintien de la paix revient à défier tout le monde, ce qui ne peut qu'augmenter de façon tragique l'insécurité que ces armements veulent diminuer. Enfin, troisième difficulté, bien que l'Angleterre soit une nation trop unie et trop une pour avoir une opinion publique opposée à une action gouvernementale normale, il y a, toutefois, que, sur un point, la lourde faute diplomatique anglaise a créé elle-même une puissante opinion publique, à savoir : contre le réarmement. La politique de tenir le peuple dans l'ignorance du véritable état des choses, la politique de dire à ce peuple que tout irait bien si la France était davantage affaiblie et la Prusse encore mieux restaurée et fortifiée, cette politique a rendu très difficile de trouver pour un réarmement anglais — même si on avait de quoi le payer — l'aide nationale qui, normalement, n'eût posé aucune question.

Voilà la situation. Une nouvelle gaffe prussienne peut l'améliorer ; un tardif changement de politique peut encore la rétablir. Mais, peut-être, est-il trop tard ! Quand les estimations des dépenses pour armements nouveaux — particulièrement pour l'aviation — seront présentées au Parlement, les conséquences de notre lourde faute diplomatique seront, pour la première fois, perçues par l'homme de la rue.

HILAIRE BELLOC.

Une sainte de la Légende dorée

Sainte Bernadette de Lourdes ⁽¹⁾

La grande crainte des religieuses, à Nevers comme à Lourdes, fut toujours que Bernadette perdît de son humilité, éprouvât « quelque sensation de vaine gloire ». Elle-même, si humble naturellement, si petite fleur des champs toujours, elle parlait parfois de son orgueil ! Elle qu'importunaient les hommages de la foule, elle qui hésita longtemps à entrer au couvent, parce qu'elle se jugeait trop pauvre et trop incapable, elle, si timide, quand ne la soutenait plus sa Vision et qui, passant par Bordeaux pour se rendre à Nevers, trouvait surprenant que les poissons rouges, noirs, blancs, gris du Jardin des Plantes pussent nager sans crainte en présence d'une foule de gamins qui les regardait ! Elle, de tout temps, avait nagé dans l'humilité comme un poisson dans l'eau.

La Mère Générale n'avait pas été fort encline à agréer cette postulante malade. « Elle n'a pas de santé, elle sera un pilier d'infirmerie », disait la religieuse en octobre 1863 à Mgr de Nevers qui insistait pour que Bernadette fût admise dans la Congrégation.

Cependant elle n'ignorait pas la valeur de cette jeune fille favorisée du ciel. Les *Annales* de la Communauté portent à la date du 7 juillet 1866 : « Parmi les deux postulantes de Lourdes se trouve Bernadette, cette enfant privilégiée de dix-huit appari-

(1) D'un volume à paraître prochainement, sous ce titre, chez Grasset, à Paris.

tions de la Très Sainte Vierge. Elle est accueillie avec bonheur par toute la communauté. « Plus tard, toujours souffrante, la Mère Générale fait quelques promenades aux environs de Nevers dans le vieux coupé du couvent et elle emmène Bernadette avec elle. Les *Annales* du Noviciat de juillet 1866 sont encore plus explicites et enthousiastes que celles de la Communauté. « Enfin nos vœux sont accomplis! Bernadette est au milieu de nous! Comme il tardait à nos cœurs pieux et dévoués à Marie de la posséder, cette heureuse privilégiée de la grotte de Lourdes! *Elle est bien telle que la renommée nous l'a dépeinte : humble dans son surnaturel triomphe, simple et modeste alors que tout jusqu'à présent a concouru à l'exalter et à la produire; souriante et doucement heureuse, bien que la maladie mine depuis longtemps son corps frêle et délicat. C'est là le cachet de la sainteté; toujours la souffrance à côté des joies célestes.* » Jugement plein d'une affectueuse et juste intelligence. Profond pressentiment de la vérité. On ne pourrait mieux dire en l'an de grâce 1933, Bernadette canonisée après sa vie conventuelle. Mais la Mère Supérieure éprouva des scrupules qui prévalurent sur ses sentiments. « Elle se demanda si les égards qu'on allait prodiguer à la jeune postulante ne pourraient pas fausser sa conscience et la porter aux enivrements de l'orgueil. Elle fit part de ses préoccupations aux vénérables sœurs qui formaient son conseil; celles-ci, entrant dans les vues de la Mère, déclarèrent d'un commun accord qu'il y avait prudence à ne manifester à Bernadette d'autres égards que ceux que l'on avait pour les aspirantes ordinaires. »

Bernadette arriva au couvent de Saint-Gildard dans la nuit du 7 juillet et gagna, à l'extrémité du dortoir Sainte-Marie, le lit qui lui était réservé, près d'une statue de la Vierge.

Le lendemain dimanche, à 1 heure, Bernadette, en costume de Pyrénéenne, fit devant la Communauté, que présidait la maîtresse des novices, le récit des Apparitions. Ses yeux étaient rouges encore d'avoir beaucoup pleuré. Puis, on ne parla plus au couvent, sur ordre exprès, de ces merveilles dont Bernadette, disent encore les religieuses qui l'ont connue, « ne se prévalut jamais ».

La Mère Générale, alors souffrante, la reçut peu après. Avant d'aborder la messagère de la Vierge, tout émue de la stricte méthode que, pour le bien de son âme, elle avait cru devoir adopter, elle s'était jetée à genoux devant le crucifix pour une interrogation dernière.

Lorsque Bernadette fut entrée, la Mère jeta sur la jeune fille un regard volontairement distrait.

— Vous êtes la postulante qu'on a amenée de Lourdes? interrogea-t-elle sur un ton indifférent.

— Oui, Madame la Supérieure.

— Comment vous nommez-vous?

— Bernadette Soubirous.

— Que savez-vous faire?

— Oh! pas grand'chose, Madame la Supérieure.

— Mais alors, mon enfant, que voulez-vous que nous fassions de vous?

Bernadette demeura interdite, apeurée, redoutant qu'on la repoussât.

— Qui donc, reprit la Supérieure, vous a recommandée à notre congrégation?

— Mgr l'évêque de Nevers.

— Ah! ce cher et saint homme! s'écria la religieuse, il n'en fait jamais d'autres... Allons, venez, ma fille, je vais vous accompagner au réfectoire où vous souperez avec les sœurs de Lourdes; puis, demain matin, si vous n'êtes pas trop fatiguée, vous vous rendrez à la cuisine où vous aiderez la sœur à la vaisselle (1).

(1) Le couvent de Saint-Gildard refuse avec quelque vraisemblance cette scène d'accueil et sa conclusion. Mais Estrade qui la conte doit la tenir de bonne source. Pour notre part, nous la translatons en pensant que, si elle a eu lieu, ce fut en manière d'épreuve et que Bernadette sans doute ne fut pas envoyée à la cuisine où l'on n'emploie pas les postulantes.

Quel accueil! Et comme le cœur aimant de Bernadette va se froisser, souffrir, sinon se refermer! Des « Voulez-vous avoir la bonté de venir », des « Est-ce que cela ne vous coûte pas trop? » de la Vierge, de cette divine politesse passer à ces interrogations froides, dures et condescendantes? Des faveurs de la Reine du Ciel tomber dans cette disgrâce! Du triomphe de Lourdes et des chaleureuses ovations de la foule, Bernadette, dédaigneusement reçue, passait plongeuse dans les sous-sols d'un couvent! Elle se dépouillera bientôt de son prénom glorieux : elle ne sera plus Bernadette, mais la postulante Marie-Bernard.

Le jour de la profession de sœur Marie-Bernard, rapporte Mgr de Nevers, elle seule ne fut pas comprise dans l'appel des professes, et pour elle seule on n'avait pas préparé de lettres d'obédience, selon ce qui avait été convenu entre la Mère générale et moi.

Mon Dieu, que de complications et comme on leur préfère la sainte simplicité!

« Je dis alors à haute voix :

— Pour quelle raison n'a-t-on pas appelé sœur Marie-Bernard, et ne m'a-t-on pas remis pour elle une lettre d'obédience?

La Supérieure générale se leva, et prenant son grand air :

— Monseigneur, il n'a pas été possible de lui assigner une obédience; c'est une petite sottise qui n'est bonne à rien.

Rien que cela, et elle se rassoit.

L'Évêque :

— Sœur Marie-Bernard, arrivez ici.

Elle vient s'agenouiller à mes pieds.

— Vous n'êtes donc bonne à rien?

— La Mère générale ne se trompe pas : c'est bien vrai.

— Mais alors, ma pauvre enfant, qu'allons-nous faire de vous, et à quoi bon votre entrée dans la congrégation?

— C'est justement ce que je vous ai dit à Lourdes, et vous m'avez répondu que cela ne ferait rien.

Je ne m'attendais aucunement à cette réplique, que n'avait pas prévue l'auteur du petit drame, et franchement je ne savais plus que dire. Heureusement, l'excellente sœur Joséphine, qui n'était jamais à court, vient à la rescousse. Elle se lève de nouveau :

— Si vous le voulez bien, Monseigneur, nous pourrions la garder par charité à la Maison-Mère et l'employer de quelque façon à l'infirmerie. Comme elle est presque toujours malade, ce sera précisément son affaire. Pour commencer, elle sera simplement chargée du nettoyage; puis on pourra la mettre plus tard à faire la tisane, s'il y a jamais moyen de le lui apprendre.

Il n'y avait certes pas là de quoi lui faire donner de la tête dans les étables.

Évidemment non. Mais aujourd'hui, l'amour et l'adoration du monde entier ont, après l'Église, porté Bernadette aux astres...

Monseigneur acquiesça et daigna donner sa bénédiction à cette pauvre, bonne à rien, qui s'enfuit avec son humiliation jouer gaïement parmi ses compagnes.

Une autre fois, Monseigneur s'apercevant qu'un haut prélat était en admiration devant Bernadette, craignit qu'elle s'en aperçût et lui dit brusquement, d'un ton sévère :

— Eh bien, ma sœur, qu'attendez-vous encore? On vous a assez vue, cela suffit. On n'a plus besoin de vous.

Bernadette s'inclina et s'éloigna, non sans sourire à son évêque.

« On vous a assez vue! » Tel était bien l'avis de Bernadette elle-même qui répondait plus tard à Mgr de Nevers se rendant à Lourdes pour le couronnement de la Vierge et lui demandant si elle le voulait suivre :

— Oui, mais à condition de voir sans être vue, d'être bien haut, comme un petit oiseau.

« On vous a assez vue! » Tel était bien l'avis de Bernadette

qui se plaignait à ses compagnes que trop souvent l'évêque venait, non « la voir », mais « la faire voir ».

Cette originelle humilité, un trait semble le révéler jusqu'au fond, comme un rais de soleil fait apparaître le lit de la source. Malgré sa confiance en la Vierge et en ses promesses, en la Vierge qui n'avait pu la tromper et lui avait garanti le bonheur dans l'autre vie, Bernadette n'était pas très rassurée. Le Paradis, c'est entendu, elle l'aurait (et encore, si elle se le gagnait!) mais la Vierge n'avait rien dit du Purgatoire. Alors il semblait à l'humble religieuse qu'elle pourrait y passer beaucoup de temps pour se purifier de ses innombrables péchés, semblables, sans doute, aux noirs agneaux du troupeau de Bartrès. Là pensant au Paradis, on ne prierait point pour son âme. « On dira, expliquait-elle avec une sainte terreur aiguësée de cette malice ingénue qui ne la quittait pas, on dira : cette sœur Marie-Bernard était une *saintoune*, et on me laissera griller en Purgatoire. » Et elle recommandait qu'on oublât son corps souffrant et qu'on dit des prières, beaucoup de prières, à l'avance, pour sa pauvre petite âme!

Ses notes intimes sur un mince carnet de papier quadrillé, découpé, plié et cousu par elle-même à une humble couverture de carton, couleur scabieuse, ont livré sa consigne : « Dans les mépris ou humiliations de la part de mes supérieures ou de mes compagnes, remercier tout de suite Notre-Seigneur comme d'une grande grâce; supporter une parole piquante pour faire un pas vers Jésus-Christ. »

À Nevers, comme à Lourdes, on lui fit beaucoup presser le pas de la sorte. Méthode de sanctification sans doute, mais qui apparemment était assez inutile pour la douce et si modeste Bernadette. Celle-ci l'accepta pourtant, non sans souffrir, et elle renforça encore son humilité naturelle.

* * *

S'apercevait-elle qu'on la voulait voir, elle tirait davantage son voile afin de s'y enclorre, de s'y cloîtrer : « C'est ma cellule, ma petite chapelle. » Ouvrait-elle, au parloir, le guichet à quelqu'un qui lui demandait sœur Marie-Bernard, elle disparaissait aussitôt. Et on ne la revoyait plus, sinon lorsque la Supérieure l'y contraignait. Une nouvelle postulante désirant la connaître, la Supérieure montra Bernadette et répondit : « Mais la voilà. »

— Ça? laisse échapper la jeune fille qui devait être une demoiselle du grand monde.

Et Bernadette, avec un sourire, lui tendant la main :

— Mais oui, Mademoiselle, ce n'est que ça!!!

Lui apprenait-on sa gloire de Lourdes et que là-bas on la vendait pour deux sous, en image :

— Deux sous! c'est bien tout ce que je vauz.

— Ou encore :

— On me vend plus que je ne vauz.

Voulait-on la faire parler pour édifier ses compagnes, elle ne savait que dire :

— Hélas! disait-elle enfin, que tireriez-vous d'une pierre?

Elle proclamait que la Vierge l'avait élue parce qu'elle était la plus ignorante des petites filles. En existait-il une autre qui le fût davantage, c'est à celle-là que la Vierge se serait montrée. Elle voulait la page toute blanche de l'écolière sinon la plus sottée, du moins la plus ignare, pour que cette page valût seulement par les pensées qu'elle y écrivait.

La Sainte Vierge s'est servie de moi comme d'un caillou.

Et encore :

— J'ai fait comme les bœufs de Bétharram qui ont découvert une statue.

Un jour, s'apercevant qu'après avoir contemplé une image de la Grotte, une religieuse déviait sur elle un regard de vénération :

— Que fait-on d'un balai? lui demanda brusquement Bernadette.

— Quelle question! On s'en sert pour balayer.

— Et après?

— On le remet à sa place.

— Où est sa place?

— Dans un coin, derrière la porte.

— Eh bien, c'est mon histoire, conclut Bernadette; la Vierge s'est servie de moi, puis on m'a mise dans un coin. C'est ma place, j'y suis heureuse et j'y reste.

Jusqu'au bout la Mère Supérieure eut cet extrême souci de l'humilité de sa religieuse privilégiée du ciel et inventa des exercices de mortification. « Elle estimait de son devoir, rapporte Mgr de Nevers, de la traiter avec froideur, avec rigueur même et de l'humilier en toute occasion ». Lorsqu'elle voulut faire lire au réfectoire pour sa communauté l'*Histoire de Notre-Dame de Lourdes* d'Henri Lasserre, lors de sa parution, elle ne voulut pas que Bernadette s'enorgueillît de ce récit; aussi la pria-t-elle de passer quelques jours à l'infirmerie du couvent, sous le prétexte de lui faire prendre un repos nécessaire.

Mais elle devançait assurément les désirs de sa Supérieure. Pauvre Bernadette, plus humble et candide que la plus frêle violette blanche des bois, qu'elle serait devenue rouge sous sa cornette, à la lecture, en plein réfectoire, de sa merveilleuse aventure! Elle se fût évanouie de pudeur et de confusion. Pour les mêmes motifs supérieurs aucune religieuse ou novice ne devait souffler mot des Apparitions à sœur Marie-Bernard. Pour celle-ci l'interdiction était bien inutile : elle n'en parlait jamais de soi-même et devait se contraindre pour en parler par obéissance.

La Maîtresse des novices suivit la même méthode que la Mère générale et intensifia pour la pauvre enfant les exercices d'humiliation. « Mère Marie-Thérèse, écrit une religieuse de Nevers, qui avait la passion de travailler les âmes, exerça son ciseau sur elle. »

On pense que Bernadette put ne pas lui livrer le fond de son âme, ce qu'en éducatrice religieuse et passionnée de son rôle elle ne pouvait admettre; sa novice privilégiée, fière et taciturne déjà par nature de montagnarde, crut pouvoir réserver à la Vierge seule, comme un cloître intérieur, la part la plus secrète de son intimité. Quant à la Mère générale : « les autres novices et les professes, elle les subjuguait par sa bonté. Pour sœur Marie-Bernard seule, des conduites crucifiantes qui martyrisaient le cœur de la jeune religieuse, en le resserrant dans la crainte, alors qu'il se sentait tout prêt à s'ouvrir à une sainte affection ». Tête et cœur pour toutes, elle fit taire le cœur pour la seule Bernadette pour qui elle redoutait les périls effroyables de l'orgueil... On froissa douloureusement la tendre sensitive. Si bien que ses compagnes, témoins de ces rigueurs, disaient : « C'est heureux de n'être pas Bernadette! »

Tout jugement humain est téméraire. Toutefois, en respectant la sainte rudesse de cette méthode de sanctification, on peut s'étonner que la Mère générale ait cru devoir soutenir jusqu'à la fin, quoi qu'il en coûtât à son cœur, « ce rôle pénible, qu'elle s'était imposé », comme dit Mgr de Nevers. Nous inclinons à croire que, pareille à la maîtresse des novices, elle ne découvrit jamais les richesses de vie surnaturelle qui emplissaient l'âme de Bernadette.

Mon Dieu! c'est une erreur qui n'est point réservée aux couvents. L'ingénuité, la simplicité, l'humilité sont rarement comprises. On ne les perçoit pas, on croit à l'insignifiance. Qui donc l'a si bien dit? Ah! notre vieux Montaigne! « Nous n'apercevons les grâces que pointues, bouffies et enflées d'artifice : celles qui coulent sous la naïveté et la simplicité échappent aisément à une vue grossière comme est la nôtre; elles ont une beauté délicate et cachée; il faut la vue nette et bien purgée pour découvrir cette secrète lumière. »

Bref, il semble encore plus malaisé d'être sainte en son couvent que prophète en son pays, car le peuple de Lourdes avait compris

Bernadette, Saint François, qui avait à ses côtés un Frère Pacifique et un Frère Humble, l'eût dénommée Sœur Humble.

« La maîtresse des novices, dit toujours la religieuse de Nevers, devenue depuis lors Mère générale, devait concevoir, après la mort de Bernadette, des inquiétudes sur l'excès de ses rigueurs vis-à-vis de la sainte novice. Elle en fit part à un saint religieux, abbé de Ponthoide, qui la rassura, en lui ouvrant des horizons nouveaux sur les voies de Dieu dans la conduite des âmes. »

Doit-on penser, avec une psychologie toute humaine, que la Mère Supérieure se fût sentie accessible à l'orgueil, à la place de Bernadette? Ou bien faut-il soupçonner en elle la secrète véhémence d'une inconsciente jalousie? Disons plutôt qu'une pointe extrême de sensibilité lui fit défaut pour comprendre le cas extraordinaire de sa religieuse... Toutefois, il paraît étrange qu'elle n'ait jamais songé à mieux la traiter, simplement par égard pour la Vierge qui l'avait distinguée! Son cas eût bien dû lui valoir une présomption de sainteté.

En une circonstance tragique elle se montra même — toujours pour le bien et par excès de méthode — d'une rigueur cruelle. Peu de temps après son arrivée au couvent, le 25 octobre 1866, Bernadette manque de mourir et, entre 9 et 10 heures du soir, on appelle Mgr de Nevers pour qu'il puisse admettre la novice à la profession et recevoir ses vœux *in extremis*. Il la trouve moribonde après avoir craché le sang une pleine cuvette. Mais elle surmonte brusquement sa crise et dit alors à la Mère Supérieure : « Vous m'avez fait faire profession parce que vous croyiez que je mourrais cette nuit; eh bien, je ne mourrai pas encore. » Alors la Supérieure répondit à sa nouvelle professe qui venait d'échapper à la mort :

— Comment! vous saviez que vous ne deviez pas mourir cette nuit, et vous ne l'avez pas dit, et vous êtes ainsi cause qu'on a fait venir Monseigneur à une heure indue! Vous n'êtes qu'une petite sottie. Je vous déclare que si vous n'êtes pas morte demain matin, je vous enlève le voile de professe!

Plaisanterie, nous voulons bien. Mais quelle mauvaise plaisanterie! La « petite sottie » répondit paisiblement dans un sourire :

— Comme il vous plaira, ma chère Mère.

O François d'Assise, où est votre religion, si pleine de grâce et de délicatesse, si humaine et si féminine de saint troubadour? Ce n'est pas vous qui auriez piétiné cette fleurlette des champs! O Vierge de Lourdes, où sont vos royales prévenances pour cette enfant limpide? Ce n'est pourtant pas vos faveurs qu'on voulait lui faire expier de la sorte!

La pauvre petite bonne à rien et ne sachant rien craignait qu'on la jugeât indigne du couvent! Tandis que ses compagnes la traitaient en souriant de « voleuse », elle prenait dans ses mains avec jubilation le crucifix et le voile d'étamine des Sœurs professes : « Je les tiens, disait-elle, ils sont à moi, on ne pourra plus me les ôter. Je fais partie de la Congrégation; on ne pourra plus me renvoyer. »

Avec Bernadette au couvent comme avec Bernadette à Lourdes, il arrive un moment où il faut cesser de raisonner sur le seul plan humain, si l'on veut comprendre son cas singulier. Après avoir dit tout ce qui précède, et nous rappelant le Conseil tenu par la Mère générale la veille de l'arrivée de Bernadette à Saint-Gildard, il faut sans doute ajouter ce que dut dire le saint moine cistercien, plus tard, à la maîtresse des novices inquiète : il était dans le plan providentiel que Bernadette subit des épreuves, au couvent ainsi que dans le monde, pour accéder à la sainteté. Pas de sainteté sans mérites; souffrances, efforts et sacrifices. Il fallait sans doute que sœur Marie-Bernard fût travaillée afin de parvenir à la vertu et à la joie parfaites. Ses deux Supérieures — cessons de les juger

humainement — furent, selon des théologiens, des instruments de la Providence et inspirées dans leur mortifiante méthode. Sinon, comment expliquer que la Maîtresse des novices, dont on savait la grande âme et qu'on entendit murmurer : « Nous ne sommes pas dignes de la garder », lorsque Bernadette, à peine au couvent, manqua de mourir, ait pu dire par la suite : « J'avais au noviciat des novices devant lesquelles je me serais mise à genoux plutôt que devant Bernadette... Toutes les fois que j'avais quelque chose à lui dire, j'étais portée à le dire avec aigreur. » Comment admettre que la méthode « pas plus d'égards qu'aux autres » fût devenue si étrangement « moins d'égards qu'à une autre »? Comment l'admettre dans un couvent dont la devise *Deus caritas est* fut toujours communément pratiquée?

FRANÇOIS DUHOURCAU.

L'évolution des droites en Espagne

On ne saurait apprécier la position politique actuelle des catholiques espagnols sans se remémorer d'abord les grands courants entre lesquels ils se partagèrent sous l'ancien régime. Il faut même remonter assez haut, jusqu'au cœur du XIX^e siècle, pour comprendre une évolution qui vient d'aboutir à un palier nettement caractérisé.

Ce siècle d'amertume et de sang, le plus triste de toute l'histoire de l'Espagne, s'était déployé sous l'empire de l'intransigeance. Exclusivisme libéral, manifesté par l'oppression des modérés, par l'expulsion des congrégations religieuses, par la spoliation générale de l'Eglise. Et d'autre part, l'excès appelant l'excès, exclusivisme catholique. Un sentiment de répulsion indignée à l'égard des idées modernes, personnifiées par les incrédules et les persécuteurs, porta en effet la plupart des catholiques espagnols, dès 1833, à sortir même des cadres de la légalité et à répudier la dynastie pour soutenir plus librement leur idéal. Traditionalistes au fond de l'âme, attachés à l'unité religieuse du pays plus qu'à tout autre bien, adversaires irréductibles de la liberté des cultes et de la liberté de la presse, ils ne trouvaient pas assez de garanties dans la monarchie d'Isabelle II, qui pactisait avec le libéralisme. Il leur fallait un prince à l'état pur, un roi identifié avec les principes dont l'Espagne avait vécu pendant de longs siècles, un chef qui symbolisât à la perfection le glorieux passé du pays, en identifiant, comme au XV^e et au XVI^e siècle, le catholicisme et la nation.

Cet homme, ils le trouvèrent dans le prétendant Don Carlos. Voilà pourquoi l'histoire du catholicisme militant d'Espagne s'est confondue à peu de chose près, durant la majeure partie du XIX^e siècle, avec celle du carlisme; voilà aussi pourquoi son procédé familier ne fut nullement la pratique des institutions parlementaires — taxées là-bas de libérales — mais la guerre civile. Si l'on ajoute que le carlisme tirait en fait ses principales ressources du pays basque, de la Navarre et de la Catalogne, régions toujours animées d'un particularisme très vif, on comprendra ses trois notes principales : monarchie absolue, religion unique, libertés régionales. En épousant le carlisme, les catholiques espagnols cédaient au penchant naturel du tempérament espagnol pour les solutions extrêmes et les moyens radicaux. Ils restaient dans la ligne des

conquistadors; peut-être même s'attardaient-ils sur la route de Don Quichotte.

La prostration politique des catholiques espagnols sous la restauration alphonseine résulte en majeure partie de l'échec du carlisme. Vaincue de tous côtés sur les champs de bataille, cette cause se vit définitivement perdue lorsque lui échappa la belle occasion d'entraîner l'Espagne dans une réaction nationale contre les outrances anarchiques de la République de 1873. Refoulé à ce moment par le jeune Alphonse XII, le carlisme cessa dès lors d'être une grosse puissance, et sa liquidation s'opéra, comme naguère son expansion, en suivant la logique de la psychologie et de l'histoire ibériques. Esprits entiers, les carlistes qui avaient voulu tout avoir se contentèrent de n'être absolument rien. Cette attitude de retraite aussi complète que l'action a été véhémement, cette concentration renfrognée dans le mutisme et l'immobilité, le *retratamiento*, pour l'appeler par son nom, est un trait caractéristique de la politique espagnole. C'est le fait naturel d'esprits hantés par l'absolu; l'absolu vient-il à leur échapper, la déception les déconcerte au point de les anéantir. L'alternance d'entreprises surhumaines et de totale indolence fait la tragique grandeur de l'histoire d'Espagne.

Ainsi s'explique que la politique de droite, sous le régime alphonsein, manqua de vigueur. Le parti conservateur, créé en 1875 par Canovas del Castillo, n'avait vraiment rien d'apostolique; principal soutien d'un régime d'accommodement, de transaction, de moyenne mesure entre la tradition et la nouveauté, son esprit le poussait aux antipodes du carlisme. Il comprenait, certes, bien des valeurs de gouvernement, mais il manquait foncièrement de cette force vitale qui vient à un parti de ce qu'il incarne une grande idée. En somme, au lieu d'une idée, le parti conservateur représentait plutôt une affaire. Complètement enfoncé dans une rotation régulière avec le parti libéral, il constituait une équipe pour l'occupation du pouvoir, et demeurait au surplus fort étranger aux masses populaires. Son rôle consistait à servir de frein aux conquêtes libérales, tout en consolidant celles qui arrivaient à s'établir; il avait en outre grand souci de tranquilliser les classes possédantes devant les incursions menaçantes du prolétariat; mais de haute politique, de prévoyance lointaine, de rénovation sociale, il n'était guère question dans ce parti tout attaché à un conformisme utilitaire au sein d'une époque sans nerf et sans foi.

La vigueur catholique, déprimée et dispersée, des catholiques au pouvoir, mais dépourvus d'idéal, telle était, en somme, la situation dramatique des droites à la fin du XIX^e siècle.

Le XX^e siècle s'ouvrit sous un éclair de renouveau. Un homme venait d'apparaître qui promettait de devenir une force: Antonio Maura. Maura fut le premier à se sentir capable d'entraîner à droite une masse populaire en dehors du carlisme. Son rêve était d'associer le peuple d'Espagne à l'œuvre d'une restauration foncière qui, loin d'éliminer les puissances traditionnelles, Église et monarchie, les mettrait au contraire à la tête d'une nation revigorée. Maura souleva en effet une vague profonde. Les fils des carlistes du XIX^e siècle affluèrent à ses côtés. L'énergie catholique, tombée en léthargie depuis un quart de siècle, donnait des signes de réveil. L'ardeur montait au cœur d'une jeunesse dont l'esprit, comme le sang, s'était renouvelé. Hélas! Maura avait essayé l'impossible; la formule à laquelle il s'attachait obstinément: renouveler le régime avec et par le Parlement, se retourna contre lui, et Maura fut supprimé.

Telle fut la seule tentative importante, au cours du règne d'Alphonse XIII, pour susciter un mouvement politique de droite qui étendit dans la nation des assises profondes. Favorable à la religion, soutenue par la collaboration d'un bon nombre de catholiques notoires, la dictature de Primo de Rivera ne correspondait cependant pas à ce qu'on peut appeler un mouvement populaire.

Toute différente du fascisme italien ou du national-socialisme allemand, son infirmité congénitale fut précisément d'être une administration plutôt qu'une croyance. On sait ce qu'il en advint.

* * *

Avec de pareilles prémisses historiques, ce n'est pas sans angoisse qu'on se demandait comment se comporteraient les éléments de droite sous le camouflet de 1931. Tout un siècle s'était résumé pour eux en défaites: échec de l'intransigeance, échec de l'accommodement, échec du sens réformateur lui-même. Qu'allait-il arriver, maintenant que les catholiques étaient violemment expulsés de la position dominante qu'ils avaient longtemps occupée sans arriver à l'utiliser dignement? Obstination monarchiste? Guerre civile? Retour au « glorieux passé » dans un sursaut d'intégrisme? Inaction frondeuse dans l'appel à la politique du pire? Retraite d'autant plus résolue que l'agression des gauches était plus triomphante? Participation émasculée à une politique en rupture avec toutes les traditions? Discorde des vaincus? Il n'y avait pas eu d'autres précédents que ceux-là depuis cent ans et, l'un après l'autre, chacun s'était lamentablement terminé. Le désarroi, cette fois, allait-il être complet?

Il fut difficile, en 1931, de déceler une orientation. Le coup de masse des élections d'avril avait atterré les gens de droite; aux élections de juin, d'où sortirent les terribles Cortés constituantes, ils n'avaient pas eu le temps de se ressaisir. La marée de gauche emporta tout et, avec une trentaine de députés sur 405, les catholiques trouvèrent à peine de quoi sauver l'honneur.

Ils semblaient d'ailleurs tendre à se diviser profondément. À l'extrême-droite, une très large masse d'instinct conservateur gardait pour porte-parole *A B C*. Ce journal madrilène, qui paraît en une grosse livraison illustrée, avec un contenu encyclopédique à la manière de certains journaux anglais, n'est pas seulement le plus copieux des quotidiens espagnols; il représente aussi le plus fort tirage, lequel atteint, avec l'édition de Séville, environ 500.000 exemplaires. C'est donc une puissance d'opinion de tout premier plan. Or, *A B C* n'a cessé de se proclamer fidèle à la monarchie. Cette fidélité, d'autre part, ne semble pas s'accompagner d'un sens constructif bien défini. L'état d'esprit qu'exprime *A B C* consiste plutôt dans le respect des valeurs traditionnelles que dans la volonté de rénover ces mêmes valeurs: le trône, l'Église, la famille, la propriété, pour les offrir à une estimation moderne. Il ne faut pas se faire illusion: cette façon de penser qui mollement prolonge l'ancien conservatisme administratif du XIX^e siècle est celle d'une classe sociale très nombreuse. L'aristocratie, la haute bourgeoisie, une partie importante des milieux d'affaires ainsi que de l'armée n'ont pas d'autre sentiment. Fort dépourvu d'ambition créatrice, ce monde reste accoutumé à penser en termes du passé.

Un autre état d'esprit s'était fait jour à droite. Il avait pour organe *El Debate*. Quotidien de large information et de présentation fort moderne, ce journal s'est fixé depuis une vingtaine d'années un point de vue très différent de celui de l'ancienne presse de droite, y compris *A B C*. Au lieu de se tourner vers le passé, il regarde attentivement l'avenir; tandis que d'autres s'attardent en revendications, il se préoccupe infiniment plus d'inventer et de créer. Avec *El Debate*, on voit surgir un catholicisme aussi ardent que celui des traditionalistes, mais essentiellement constructif; ce qui domine, dans ce secteur-là, c'est la hantise de l'efficacité, c'est la recherche de moyens appropriés à des possibilités vérifiées. Voilà pourquoi, entre autres traits, *El Debate* préconise l'action sociale sans se proclamer démocrate-chrétien et pourquoi aussi il a soutenu la dictature aussi longtemps que le général Primo de Rivera a paru capable de renouveler la face politique du pays.

Or, au jour même de la proclamation de la République, sans s'attarder à de stériles regrets, *El Debate* marquait une position franche, pour la recommander aux catholiques. Se placer sur le terrain du fait accompli, non pour croire à la République comme on avait cru à la monarchie, mais pour tirer de la situation nouvelle le meilleur parti; utiliser toutes les ressources que laisserait le régime, afin de sauvegarder la liberté religieuse, l'enseignement chrétien, la famille, l'ordre social et la prospérité économique, tel était le programme du *Debate*. Ferme confiance dans la vertu rénovatrice du catholicisme, réalisme aigu dans l'emploi des moyens, ainsi se résume cette position.

Mais *El Debate* n'est pas seulement un journal. C'est un groupe agissant. Le journal est issu lui-même d'un groupement extrêmement discret mais profondément opérant qui s'appelle l'*Association catholique nationale des Propagandistes*. C'est le même Angel Herrera qui, ayant fondé ce mouvement il y a vingt ans, reprit *El Debate* à peu près en même temps. L'esprit du *Debate*, c'est celui des « propagandistes » et des nombreuses œuvres émanées de leur initiative : l'organisation sociale agraire, la Confédération des Étudiants catholiques, la Jeunesse catholique et, enfin, le cadre général de l'Action catholique, dont Angel Herrera vient d'être nommé président.

Les vues du *Debate* ont exercé une influence croissante depuis l'instauration de la République dans les milieux que l'on peut appeler catholiques conscients. A mesure que le régime se montrait plus oppressif, *El Debate*, plusieurs fois suspendu par le gouvernement Azana pour de longues périodes, voyait grandir son prestige; de 60.000 au début de 1931, son tirage passait aux environs de 200.000. Pareil succès dénote une vague de fond.

Or, le groupe du *Debate* a su prendre les devants, non seulement dans la définition d'un programme, mais dans l'organisation même du mouvement politique. Dès avant les élections de juin 1931, apparaissait un foyer de regroupement, sous le nom d'*Action nationale*. Du vieux symbole traditionnel, on retranchait le mot : monarchie, en stipulant bien qu'il ne s'agissait pas d'une répudiation, mais en conjurant aussi les catholiques de consentir ce sacrifice par souci d'union et d'éviter le terrible dissentiment qui avait perdu autrefois leurs frères de France aussi bien que leurs aînés d'Espagne. Au fronton de l'édifice restaient les mots Église, Famille, Travail, Ordre, Prospérité publique.

L'*Action nationale* se présentait au surplus comme une inspiration plutôt que comme un parti proprement dit et l'on sut bientôt que sa formule était très large. Dans un discours significatif, Angel Herrera proposa comme modèle, à l'organisation qu'il fallait créer, celle d'un pays où les catholiques avaient gardé une position dominante grâce à leur esprit d'adaptation : la Belgique. Or, en Belgique, le parti catholique n'est pas homogène. Il se compose de groupements largement autonomes dont chacun s'appuie sur une forte assise populaire. Dans un pays aussi peu unifié que l'Espagne, il fallait quelque chose d'analogue.

* * *

Deux ans ont passé depuis que cette tendance s'est exprimée, et les événements sont venus la confirmer nettement. Tout d'abord, il ne s'est constitué aucun parti unitaire de droite ayant la prétention de s'étendre uniformément à toute l'Espagne. Mais plusieurs groupements importants se sont formés dans un même esprit, celui qu'avait énoncé le fondateur d'*Acción Nacional*; attachés chacun à une région distincte, ils se sont unis dans les liens d'une confédération dont le titre indique bien la nature organique : la *Confédération espagnole des Droites autonomes* ou C. E. D. A.

Les éléments les plus saillants de la C. E. D. A. sont l'*Action populaire*, le mouvement agrarien et la droite valencienne. Le

mouvement agrarien a ses bases dans le monde des petits et moyens cultivateurs de Castille. C'est dans cette vaste région, avec des prolongements au nord, que s'est implantée depuis une vingtaine d'années l'action syndicale catholique. Cette action donne aujourd'hui, sur le terrain politique, des fruits abondants. On peut estimer que l'axe de la nouvelle politique de droite repose, non dans les villes, mais dans les campagnes du plateau fameux d'où s'opéra jadis l'unification même de l'Espagne. Ce sont les députés agrariens aux Cortès constituantes, ayant à leur tête le brillant Gil Robles, de Salamanque, qui soutinrent le poids principal de l'opposition au cabinet Azana. La droite régionale valencienne, dont le chef est M. Lucia, est un mouvement autochtone, puissamment secondé par la jeunesse. Quant à l'*Action populaire*, c'est l'Action nationale elle-même, sous un nom nouveau; elle a pris l'initiative du regroupement politique partout où ne surgissait pas spontanément un mouvement appréciable, animé du même esprit qu'elle. En comptant les branches régionales de ces organisations, branches directement rattachées à la C. E. D. A., cela ne fait pas moins de trente-neuf fractions. Cet ensemble reste dominé par l'esprit du *Debate* et c'est le lieutenant d'Herrera, José Maria Gil Robles, devenu le tribun le plus populaire du pays, qui préside la Confédération.

La C. E. D. A. est cependant loin d'englober toutes les forces de droite. Il reste, en pays basque et en Navarre, des traditionalistes qualifiés, qui ont envoyé aux Cortès constituantes un noyau de députés. Il y a à Madrid un mouvement assez limité, *Renovacion Espanola*, que dirige un ancien ministre mauriste, M. Goicoechea. Ces courants émanent également d'une conception catholique militante, qui les rapproche de la C. E. D. A. Avec elle, ils ont conclu dès l'ouverture de la présente campagne électorale un accord sur les principes communs que voici : a) révision de la législation laïque et socialisante qui s'est développée tant dans la constitution que dans les lois; b) défense vigoureuse des intérêts économiques du pays, en reconnaissant à l'agriculture sa prépondérance légitime comme base de la richesse nationale; c) ample amnistie pour les délits politiques. Le front unique s'est conclu sur ces bases, indépendamment de l'idéal particulier de chaque branche.

On peut dire que là s'arrête le bloc régénérateur de la vie politique de droite. Il reste cependant bien des éléments en dehors de ses cadres. Tout d'abord les Catalans, qui se retrouvent autour de la vieille *Lliga* de Cambó pour combattre l'*Esquerra* (ou gauche) de Macià; les Catalans, surtout depuis que leur a été octroyé le statut d'autonomie, mènent une vie fort indépendante du reste de l'Espagne. Notons ensuite les nationalistes basques, qui viennent de voter en masse leur propre statut d'autonomie. Il y a encore la masse énorme, mais diffuse et amorphe, des monarchistes persévérants, qui n'ont pas reconstitué, de cadres nationaux appropriés à leur idéal. A côté d'eux, une pointe légère de fascisme, avec Antonio Primo de Rivera, le fils du dictateur. Et enfin, pour compléter le tableau, les républicains dits conservateurs, du type d'Alcala Zamora et de Miguel Maura. Ces derniers sont peu nombreux et tout les a déçus : la mollesse de Maura (Maura le petit, pourrait-on dire avec raison) qui, ministre de l'Intérieur, laissa consommer l'incendie des couvents; la défection d'Alcala Zamora, qui préféra la présidence de la République au rôle périlleux mais fécond de leader populaire; la politique antireligieuse et démagogique d'Azana. Aussi constituent-ils à peine un parti.

Afin d'avoir raison du bloc des gauches, où dominent les socialistes, les éléments de droite ont usé d'assez de souplesse pour former dans un bon nombre de circonscriptions, en vue du 19 novembre, une alliance électorale qui, à certains endroits, va jusqu'à englober des hommes de gauche, sous l'étiquette de front antimarxiste. Par contre, ils se présentent encore de certains côtés

en ordre dispersé. Une vedette comme Maura, opposé à la revision constitutionnelle, s'est réfugié à Madrid sur la liste radicale de Lerroux, alors que le bloc des droites y englobe, avec l'Action populaire (Gil Robles), les monarchistes (Luca de Tena, directeur d'A B C) et *Renovacion Espanola* (Goicoechea).

Indépendamment d'une coalition passagère qui ne donnera peut-être que des fruits accidentels, retenons surtout, dans l'évolution politique des droites espagnoles dont nous venons de retracer le schéma général, que le sens pratique est enfin venu se mettre au service de l'idéal, que l'énergie ne se gaspille plus en moyens violents ni en querelles intestines, que les haines fraternelles font place à un large esprit de compréhension et que, au total, on s'emploie plutôt à construire du neuf qu'à replâtrer les vieilles bâtisses. C'est là, il faut le reconnaître, un spectacle fort nouveau. Si cet état d'esprit vient à se consolider, on pourra dire que le cap est franchi, et que, après un siècle de ténèbres, les catholiques d'Espagne remontent vers la lumière.

GIOVANNI HOYOIS.

Adversaires et apologistes du bergsonisme⁽¹⁾

La contradiction

Nous irons de l'extérieur à l'intérieur en passant, parmi les plus caractéristiques contradicteurs de M. Bergson, de M. Julien Benda à M. Jacques Maritain. M. Benda s'en prend aux disciples de préférence au maître et entend surtout marquer les ravages qu'à son avis le bergsonisme aurait fait dans la société polie. Il est injuste, équitable, vrai, faux, exact, tour à tour et ensemble avec beaucoup de talent et de verve. L'examen un peu détaillé de son attitude à l'égard de la doctrine qu'il combat permet de prendre déjà de son esprit une vue qui pourra nous servir par la suite.

Il reproche à M. Bergson d'exclure de la philosophie l'intelligence par quoi précisément la philosophie existe, et aux bergsonnismes de substituer le sentiment pur à la raison et d'instaurer, à la lettre, une doctrine « pathétique ». Toutes ces passions, dit-il, après avoir exposé les motifs qui lui semblent les guider reviennent à une seule : éprouver un état des sens ou du cœur par la spéculation philosophique.

Il ne s'agit plus d'assembler des raisons ni de déduire des idées ; les opérations de la pensée discursive cèdent le pas à des manières de poussées internes, jaillies spontanément d'un moi caché, glacées même par le contact des mots, impuissantes. On ne pense plus enfin, au sens ordinaire du mot, on agit, on pâtit. Il y a un « pur agir », un « pur sentir », un « pur vouloir » ; il y a la mystérieuse et magique intuition. D'un mot, pour user d'une vieille figure, la vie philosophique, du cerveau, se transporte au cœur.

M. Benda trouve qu'un tel système s'approprie merveilleusement aux besoins d'une classe non pensante dont il groupe les membres, d'un terme qui fait peut-être quelque confusion, sous le nom de « mondains ». Les mondains, dit-il, admirent dans le bergsonisme une philosophie qui leur « promet l'absolu », car « ils persistent à croire que la science leur doit l'absolu ». Ce sont des gens qui ont une haine invétérée de l'intelligence qui ne leur prodigue pas ses

« qui les humilie en leur religion du sentir ». La philosophie pour eux, doit consister en une « préhension immédiate des choses », en la suppression par conséquent du relativisme et de l'intermédiaire de la raison. Ils la confondent avec la religion, et lui demandent simplement d'épaissir un peu moins le mystère. Ils estiment que, sous sa forme scientifique, elle manque de sérieux et n'aboutit qu'aux plus plaisantes contradictions. L'absolu bergsonien, au contraire, réalise à leur yeux l'idéal métaphysique en ouvrant le cœur des choses dont il rend sensible et agissant « le principe interne », en supprimant « tout rapport entre l'être et la source de l'être » dans laquelle on se retrempe enfin.

Il est une manie particulière et principale de ce temps que le bergsonisme vient servir à souhait, et c'est « la furie du mouvement ». L'opinion qui jadis plaçait dans le repos la perfection s'est déplacée en sens inverse, et, de nos jours, « mobilise », si l'on peut dire, l'absolu. Or M. Bergson instaure, du mouvement, une métaphysique, et bien plus, il en fait l'essence même de la vie qui du coup devient, et ne le voulait-on pas aussi, chose d'exception pour la connaissance, laquelle ne peut saisir que des instants immobiles et isolés. L'homme n'a donc plus besoin de se travailler, de chercher, de penser pour saisir la vie : il n'a qu'à se plonger dans « la durée », à se saisir dans le silence, à jouir de son instabilité ; la suprême philosophie enfin se couronne par ce « pur sentir » qui lui est si cher.

Tout cela développé, fouillé, fouaillé par M. Benda, inscrit à son actif trois thèses principales dont je voudrais dire quelques mots : que le bergsonisme est à peu près une philosophie mondaine ; que c'est une philosophie d'imbéciles ; je traduis : que la vraie philosophie consiste en une « spéculation sur les principes ».

On ne saurait rendre M. Bergson responsable des excès de bergsonisation et lui-même a dû déplorer la manière dont la mode a parfois accommodé sa pensée ; si des imbéciles, d'autre part, ont cru trop vite comprendre ce qui leur restait naturellement fermé, ce fait déplorable n'enlève aucun de ses mérites à une œuvre qui a su réintroduire dans la méditation contemporaine des soucis nécessaires et où elle ne semblait plus devoir revenir. Nous nous arrêterons plus volontiers à la troisième des thèses de M. Benda, de beaucoup la plus sérieuse. M. Benda veut que la philosophie reste une « spéculation sur les principes », et on doit se demander ce que dit cette définition moins claire qu'elle ne le paraît. A la lettre, on croirait qu'il doit s'agir d'une recherche dans laquelle on s'efforcera de pénétrer la nature des principes de la connaissance, identité, causalité, succession, étendue, et de déterminer les combinaisons auxquelles ils peuvent donner lieu. Et tout système, jusqu'au bergsonisme, s'impose plus au moins ce travail. Mais M. Benda éclaircit plus haut son idée en écrivant que le mot « de philosophie » depuis trois siècles désigné d'une manière équivoque une « pensée sur les choses » et en l'opposant à la « préhension des choses en elles-mêmes » dont se flattent les bergsonnismes. En un mot, il restitue à l'intelligence, indispensable, intermédiaire, la connaissance, et tout au plus l'autorise à spéculer, à défaut d'objet, par un retour sur elle-même.

Nous avons grand peur que, par l'exagération de ces tendances positives, M. Benda ne nous mène à un danger plus grand que celui contre lequel il veut nous prémunir. Il n'y a pas à dire, dans ce combat c'est lui qui rétrograde. Il semble maintenir les positions de la philosophie scientifique si naturellement issue du XIX^e siècle, et s'opposer à un retour de l'esprit métaphysique. Or nous ne croyons pas qu'il soit besoin de cela.

Il présente, enfin, une doctrine tout intellectuelle et ne paraissant vouloir tenir compte que de ce qui se soumet au dépeçage ou reste objectif. A son point extrême une telle doctrine aboutit à une logique des sciences ; ce subjectif, par définition sujet et

(1) La Librairie Denoël et Steele publie, sous le titre général : *Tableau du XX^e siècle, la France de 1900 à 1933*, quatre volumes : *les Arts, les Sciences, les Lettres, la Pensée*. Les deux premiers sont parus. Le quatrième, qui traitera de la philosophie et de l'essai, paraîtra le mois prochain. Nous devons à la grande obligeance des éditeurs la primeur de ces pages sur le bergsonisme.

non chose, lui échappe, et, poussée à sa dernière raison, elle ne serait pas loin d'exclure jusqu'à la psychologie.

Il y a une philosophie autre que la philosophie d'analyse et c'est le grand mérite du bergsonisme de l'avoir dit de nouveau. Certes, il faut revenir à cette analyse pour expliquer l'objet ou la structure de l'objet : n'oublions jamais, M. Bergson fut là pour nous le redire, que dans l'opération on laisse échapper le vif.

Et puis, il y a, outre les choses, le sentiment sans quoi les choses ni l'intelligence ne sont rien, il y a la sensation dont s'engendrent les bases des concepts les plus intellectuels. M. Benda, qui cite M. Ribot, a-t-il oublié les livres de M. Ribot ?

La philosophie de M. Bergson nous apparaît non moins qu'à M. Benda, dans sa partie positive, une brillante fantasmagorie. Nous la préférons pourtant à la sienne qui, dans la faible mesure de nos approximations, se rapproche cependant plus de la vérité. Et il n'y a rien là de contradictoire ni de mystérieux.

M. Benda est plus vrai ; M. Bergson est plus large ; M. Benda nous rétrécit et nous assèche l'esprit ; M. Bergson, pourvu que nous n'allions pas jusqu'à la chute, nous féconde et nous vivifie, et nous sortons mieux armé de chez lui contre l'inconnu, si nous n'oublions pas que l'inconnu restera toujours l'inconnu.

Et ce sont des hommes tels que M. Benda qui ont rendu possible le triomphe de M. Bergson. La grande ivresse scientifique du siècle passé a trop accordé à l'intelligence pure de qui elle tenait tant. La méthode qui avait triomphé des réalités sensibles, on a voulu l'appliquer aux réalités morales et, toutes les fois qu'elle s'est montrée impuissante, on s'est contenté de ne pas aller plus avant ou plus simplement de nier. Ainsi ont vu le jour un matérialisme élémentaire ou un scepticisme superficiel qui appelaient une naturelle réaction.

* * *

On s'attend, certes, à ce que M. Bergson trouve dans M. Jacques Maritain un contradicteur pareillement passionné. Mais d'une autre passion que celle de M. Benda et s'autorisant de vérités plus rigoureuses et plus sereines.

La préface dont M. Maritain a fait précéder en 1920 la deuxième édition de son livre sur *La Philosophie bergsonienne*, paru en 1914, est bien attachante. On peut y voir en quelques lignes, presque au début, le ton, la nature et les raisons de l'œuvre : « C'est en 1908, écrit l'auteur, tandis que nous délibérons... si nous pouvions accorder la critique bergsonienne du concept et les formules du dogme révélé, que l'irréductible conflit entre les énoncés conceptuels » de la foi théologale qui avait récemment dessillé nos yeux, et la doctrine philosophique pour laquelle nous nous étions passionné pendant nos années d'étude et à laquelle nous devions d'avoir été délivré des idoles matérialistes, nous apparut comme un de ces faits trop certains dont l'âme, à peine a-t-elle commencé à se les avouer, sait aussitôt qu'elle ne leur échappera pas (1)... » ...Ainsi M. Maritain avait « brûlé » pour le bergsonisme et cette flamme s'était éteinte devant une lumière plus vive... Il ne le dissimule point, c'est en opposant à la pensée de saint Thomas d'Aquin une pensée dont il a tiré d'ailleurs un avantage capital qu'il découvre la faiblesse de celle-ci. Prenons garde cependant aux termes mêmes, à cette « critique du concept », à ces « énoncés conceptuels ». Il ne pourrait que le critique démasquât ici à son tour une certaine faiblesse de sa bataille, insistant avec un soin trop visible sur l'analyse discursive et ne rappelant pas avec assez de netteté qu'il y a une « intuition intellectuelle » dans saint Thomas.

Nous nous tiendrons à quelques principes de cette longue et fructueuse discussion. Le Dieu de l'élan vital et de l'évolution créatrice reste pour M. Maritain une création sinon panthéiste,

(1) P. XIV.

du moins fortement entachée du « péché panthéistique ». Et, en effet, pour isoler ce Dieu tout en le laissant partout, M. Bergson ne dispose ni de la dialectique aristotélicienne ou plotinienne qu'il écarte, ni de la théorie thomiste de l'analogie qu'il veut ignorer. Et il met en action, pour des fins incertaines, des principes dangereux.

Une de ses erreurs serait d'avoir ramassé toute vie dans la vie humaine, de croire que *notre* vie épuise la vie, et de définir cette vie en conséquence. « La vie », lui est-il répondu, n'est nullement la mutation, suite, au contraire, de son état imparfait en nous, elle « ... ne comporte pas essentiellement le changement et le devenir, loin de là ! Le devenir, le changement n'est qu'une suite de l'imperfection de toute vie créée, et surtout de toute vie matérielle. Ce qui constitue la vie, c'est l'activité immanente, l'activité dont le principe est dans le sujet qui agit, et dont le terme demeure dans le sujet qui agit... »

C'est dire, au juste, que cette philosophie, comme les autres philosophies modernes, dont elle emprunte si volontiers les méthodes, est une philosophie des apparences, non de l'essence, des choses, non de l'être. Elle dégagera des objets mus, — nous interprétons, — le mouvement — et elle tentera de faire de ce mouvement la substance des objets mus ; elle tirera la durée du temps, et elle fera de la succession, en effet, le principe du temps.

Revenons à la lettre de M. Maritain. Après le fond, la forme. La théorie bergsonienne, dit-il, « essayant d'exprimer l'idée générale par un mouvement de va-et-vient de la mémoire, supprime tout simplement l'intelligence, la faculté de penser... Comment... l'union de plusieurs images différentes à une même attitude corporelle, à un même mécanisme moteur remplacerait-elle l'abstraction et transformerait-elle ces images en idées?... (1) »

Ainsi voilà le ressort de la connaissance faussé, l'ordre du monde rendu illusoire ou gratuit, l'intelligence ramenée à l'inconscience, l'intuition réelle qui est « perception intellectuelle » devenue quelque « faculté spéciale ou plutôt une confusion barbare de toutes les facultés ». Le résultat : une pensée toute des sens et qui ne peut « nous conduire qu'à une sorte de scepticisme naturaliste ».

Ceci dit, et le droit austère de tout dire maintenu, M. Maritain revient, dans sa préface, sur un certain adoucissement et distingue le bergsonisme de fait et le bergsonisme d'intention. On a voulu retrouver dans le « mobilisme » une propriété de l'être, dans l'élan vital une figure possible de l'acte pur et, par une exégèse de ce genre, M. Jacques Chevalier a pu tenter d'accommoder le bergsonisme au catholicisme. M. Maritain consent à la bonne volonté de M. Bergson, mais on ne l'abuse point. Le bergsonisme ainsi présenté a gardé quelque chose de sa couleur : il a perdu son essence. On ne saurait l'innocenter, le considérant dans ses principes et sa méthode qui sont ce qu'on a vu. Par son dessein loyal de servir l'esprit, par la noblesse de l'inspiration, par la finesse de l'exécution il a pu séduire, il a séduit des esprits généreux et jusqu'à des âmes contemplatives. Aussi est-ce pour une part en considération de ses vertus que, respectant les personnes et louant sa victoire contre un ennemi commun, il importe de le poursuivre sans trop de ménagement, dans ses propres erreurs.

* * *

Si nous osions séparer la critique thomiste d'une défense catholique, ou si l'on veut confessionnelle, nous dirions que l'*Essai sur le bergsonisme*, de M. Régis Jolivet (1931), apporte quelques précisions dans le détail à ce puissant réquisitoire. Il y est montré, par exemple, la sorte de mutilation que le système fait subir à la raison où ne se traduit qu'« un aspect de l'élan vital par lequel le moi donne et crée... » et où soudain faiblissent ou s'effacent les

(1) *La Philosophie bergsonienne* (1^{re} éd., 1914, pp. 210-220).

facultés de jugement et de direction, l'hésitation aussi d'une pensée mal engagée sur les rapports de la matière et de l'influx premier, entre le dualisme et le monisme. M. Régis Jolivet, du même point de vue de l'orthodoxie, apprécie les disciples et ne dissimule pas le danger où ils mettent leur âme, tout au moins leur esprit. Rigoureux, il demeure juste; son petit volume est un exposé bref et clair, il sait et ose dire la vérité : «... que M. Bergson a admirablement mis en lumière la réalité d'un dynamisme immanent à l'univers... »

L'Apologie

Nous ne songeons nullement à dresser une bibliographie critique du bergsonisme et nous devons retenir seulement, dans le sens d'une apologie bergsonienne, quelques ouvrages caractéristiques où l'on trouverait d'ailleurs les indications et les précisions nécessaires à un travail plus étendu. Il nous suffira donc de mentionner la *Philosophie nouvelle*, de M. Édouard Le Roy, auteur que nous allons retrouver. Nous insisterons sur un essai plus direct de « christianisation » avec M. Jacques Chevalier qu'appellent, pour le contraste, nos pages précédentes. Il s'agira seulement ici du Bergson de cet historien.

« Parvenus au point où Bergson s'arrête, écrit-il, et mesurant du regard le chemin parcouru, nous ne pouvons pas ne pas voir que, portés par l'expérience, nous nous acheminons dans une certaine direction... » Cette direction, M. Bergson l'avoue. « Les considérations exposées dans mon *Essai sur les données immédiates de la conscience*, déclare-t-il dans sa lettre au P. de Tonquedec, aboutissent à mettre en lumière le fait de la liberté; celles de *Matière et Mémoire* font toucher du doigt, je l'espère, la réalité de l'esprit; celles de *l'Évolution créatrice* présentent la création comme un fait : de tout cela se dégage nettement l'idée d'un Dieu créateur et libre; générateur à la fois de la matière et de la vie et dont l'effort de création se continue, du côté de la vie, par l'évolution des espèces et par la constitution des personnalités humaines. »

On pense bien que M. Chevalier ne laisse pas tomber ces paroles. Il les exploite, légitimement semble-t-il, et, à son auteur, il emprunte aussi la méthode. Quelle a été à cet égard l'originalité de M. Bergson? Au lieu de regarder l'objet du dehors, selon une pratique trop usuelle, il s'est placé au centre et il a connu dans la mesure où il a éprouvé. Passons du particulier au tout. En ce monde où nous nous restituons, que sentons-nous? Une force qui cherche à s'élever et brise « les entraves de la matière », tantôt se déployant pour atteindre l'étranger, tantôt se concentrant, se ramassant pour mieux se saisir. Donnons-lui son nom : c'est la conscience, la vie.

D'où jaillit, pourtant, cette force spontanée, toute-puissante, libre et enchaînée par ses rythmes et est-ce du seul hasard qu'elle reçoit l'ordre qu'elle suit? Voyez par là l'amas d'absurdités où l'on tombe faute d'admettre la création qui, elle au moins, n'est qu'un mystère.

Dieu est intangible, évident et sensible. Quant à l'intelligence, elle tend « à conquérir la matière et à se reconquérir sur elle-même ». Ce qui importe, c'est de dépasser l'abstrait ou plutôt d'en revenir et de s'enfoncer du cœur du monde, le seul point où reparaisse la veine de vie.

La liberté marque la contingence; la volonté déjà touche aux biens qu'il faudra peu à peu, et chaque jour marchant vers la plénitude, acquérir. Quant à cette fameuse « durée » qu'on reproche tant à M. Bergson, n'est-ce point surtout une « tension », une conquête progressive de ce donné total où, affranchie de l'intermédiaire du sensible, l'âme pourra jouir du repos actif de l'éternité?

Telle quelle cette philosophie se présente enfin comme une doc-

trine capable de tourner l'obstacle du faux réalisme où bute l'intelligence quand elle s'abandonne à l'illusion du concept et d'atteindre à une authentique réalité de l'être. Si nous sommes et si nous sommes esprits, comment ne point passer de là au réel encore incompréhensible d'un Dieu personnel? M. Chevalier aurait pu se rendre plus précis encore et montrer à quel point de telles considérations rendent vraisemblables le dogme de la chute et la nécessité d'un Rédempteur. Il lui suffit que le système, après avoir mis à nu l'insuffisance d'un mécanisme qui démonte ou démontre tout et n'explique rien, dans sa partie positive s'ouvre à la gratuité, à la grâce, et s'inscrive ainsi, ou se puisse inscrire, sur le plan chrétien.

Nous avons parlé de contraste. Accusons-le en rappelant les reproches de M. Maritain à cette doctrine devenue soudain si séduisante. Il l'accusait d'être un « subjectivisme pur », de vouloir placer l'esprit au delà des conditions normales de la connaissance, de substituer à la substance « le changement sans rien qui change ». « Ce qu'il y a au fond des reproches que la philosophie nouvelle adresse à la connaissance abstraite, ajoutait-il, c'est l'impatience des lois et des limites propres à notre nature. Cette philosophie ne veut pas se résigner à ne percevoir le réel que par des facultés multiples, à ne pas épuiser la réalité dans son fond, à ne pas avoir de l'essence des choses une connaissance expérimentale... »

Nous entendons bien que M. Maritain et M. Jacques Chevalier figurent deux familles d'esprits qui, de tout temps, au sein de leur religion, ne se sont pas rencontrés sans s'opposer. Nous constatons cependant, après ces deux tableaux, si divers de ton, peut-être de fond, que l'apologiste du Bergson n'a pu amorcer son apologie qu'en dérochant des difficultés assez graves. Il nous faut donc le renvoyer à son contradicteur et attendre que ces deux catholiques se soient mis d'accord pour mieux apprécier ce que vaut leur héros pour le catholicisme.

* * *

Il faudrait écrire trois volumes sur les deux volumes compacts de M. Albert Thibaudet, *Le Bergsonisme*, pour en venir aux expositions ou interprétations profanes. Nous n'y songeons point. M. Thibaudet a traité la matière à sa manière. Il a rédigé ce qu'on appelait jadis un « commentaire perpétuel ». Il s'est montré de son temps avec lucidité quoique sans trop de complaisance. Il a eu sur la scolastique des jugements qui l'ont amené aussi sous la juridiction sévère, mais juste, de M. Maritain. Il a eu les préjugés de nos siècles de lumière, constatant que les vérités s'écoulent sans plus considérer la part de vérité qui demeure. Ces préjugés lui ont permis de porter sur la pensée qu'il exposait et développait une juste appréciation : « La destinée de l'œuvre de M. Bergson, pose-t-il, sera pareille à celle des philosophes du passé. Il en restera une impulsion plutôt qu'une vérité fixe, un mouvement plutôt qu'un monument... » Vérité générale qui prend toute sa valeur dans ce cas particulier. M. Gilbert Maire dans son *Henri Bergson*, paru dans la collection de monographies de la *Nouvelle Revue critique*, donne une même note, avec une adhésion plus formelle. « Cette philosophie », dit-il, ne correspond plus à la notion habituellement désignée par ce terme, elle n'est plus un système, elle est une certaine vue de la conscience prise en soi-même et de soi-même et dont les conséquences, même philosophiques, ne sont plus le développement d'un thème abstrait, mais une suite de répercussions intérieures... » On ne saurait mieux définir.

M. René Gillouin a donné, sans le contredire, du bergsonisme, le plus intelligent des exposés, le plus optimiste des commentaires; l'ouvrage de M. Jankelevitch reste un excellent manuel. Nous profiterons de cette revueursive pour rappeler les travaux de M. Segond sur un maître qu'il suit en l'approfondissant, si possible, en l'obscurcissant parfois. Il a traité de *l'Intuition bergsonienne*

et sa thèse sur *La Prière*, difficile mais si suggestive, restait tout imprégnée de la méthode et de la doctrine. Notons enfin quelques travaux peu connus, ou peu souvent cités : une plaquette du professeur belge Paul Decoster qui, d'ailleurs, par son livre *Acte et Synthèse*, mérite d'être nommé dans une revue de la pensée française; les *Remarques et Esquisses* de M. Firmin Nicolardot; *Bergsonisme et Moralité* de M. Gustave Rodrigues, et surtout les articles, décisifs sur plus d'un point, du P. de Tonquedec dans les *Etudes* (5 mars 1908 et 20 février 1912).

Une des synthèses ou des présentations du bergsonisme les

plus complètes et les plus utiles se trouve toute récente. C'est celle de M. Édouard Krakowski, dans sa « Conférence » du Cercle interallié, puis dans ses articles de la *Grande Revue* de février à juin 1932. C'est un travail où l'enthousiasme n'altère point le discernement et qui marque sa valeur propre en dressant un tableau d'ensemble de la pensée bergsonienne considérée dans sa nature et ses répercussions. Aucune des influences, proches ou lointaines, qui ont pu s'exercer sur le fondateur n'y est omise : nulle part pourtant M. Bergson n'apparaît si original.

GONZAGUE TRUC.

Les idées et les faits

Chronique des idées

Le R. P. Carlos Lefèvre

Quel coup de tonnerre dans un ciel serein, lorsque l'on apprit, le 8 novembre dernier, la mort du R. P. Carlos Lefèvre, du Collège Saint-Michel, à la suite d'un accident d'apparence bénigne, en réalité d'une gravité exceptionnelle, qui l'avait emporté en moins de quarante-huit heures!

Jeune encore — il n'avait pas atteint la cinquantaine — souple, alerte, débordant de vitalité, l'activité en personne, la déployant dans les domaines les plus variés. Aussi, ce fut d'abord la consternation. Mais quand on sut que la suprême visite du Maître l'avait trouvé prêt à paraître devant Lui, calme et dispos, presque joyeux, la stupeur fit place à l'admiration et d'intimes amis, témoins de ses dernières heures, jugèrent son sort digne d'envie.

S'il est vrai que le trépas rend l'écho fidèle de la vie, il nous sera doux et réconfortant de repasser en quelques lignes les phases de cette précieuse existence.

Carlos Lefèvre, appelé à devenir un brillant champion de la culture française, était Flamand d'origine; il est né, dans la Flandre Occidentale, à Memin, le 21 février 1885, d'un père honorable praticien et de Claire Castelein, la sœur de l'éminent jésuite qui, par sa science, par ses ouvrages de philosophie et de théologie, illustra la Compagnie dans la province belge. Le neveu entrera dans le sillage de l'oncle. Il ajoutera encore au patrimoine d'honneur, amassé par celui-ci, et de sa propre famille et de sa famille religieuse.

Au cours de ses humanités au Collège ecclésiastique de sa ville natale, on constate qu'il ne cesse de progresser jusqu'à la première place conquise dans ses deux dernières classes, de seconde et de rhétorique, et qu'il couronna ces succès persévérants par l'obtention, au concours général diocésain, d'un prix qui présageait de sa future maîtrise, celui de Discours français. Il promettait bien ce qu'il devait tenir plus tard : vivacité de l'esprit, rapidité de la conception, promptitude de la parole, goût passionné de la lecture, autant de qualités par lesquelles se préparait l'homme de lettres, le professeur qu'il serait un jour, comme la rectitude et la décision du vouloir annonçaient déjà l'homme d'action.

Doué comme il l'était de cette belle ouverture d'intelligence et de cette belle énergie d'âme, il était vraiment trop idoine à la vocation religieuse, trop indiqué comme futur jésuite pour n'aller pas frapper, le 23 septembre 1902, à la porte du noviciat d'Arlon

où le neveu du P. Castelein fut naturellement accueilli de confiance. Il donnait à Dieu, dans sa fraîcheur, la fleur de son printemps, il Lui apportait ses dix-sept ans d'une vie qui ne devait pas tripler ce nombre.

On connaît les stades réglementaires de la formation du jésuite. Carlos Lefèvre les parcourut de son pas résolu, à l'entière satisfaction de ses maîtres. Rompu à la discipline des Exercices ignatiens sous la virile direction du R. P. de Wauters, au noviciat d'Arlon, sa nature prime-sautière saura s'y plier sans laisser se détendre le ressort des initiatives. Juvéniste à Tronchiennes, il y complètera ses humanités pendant deux ans, de 1904 à 1906, par la rhétorique supérieure que professait le R. P. Verhelst, l'auteur de ce *Manuel de littérature*, naguère réédité, qui marquait une incontestable avance sur les travaux similaires antérieurs. Trois années de philosophie et sciences au Collège de Louvain achèvent de donner à son esprit cette maturité et cette précision dont il fera preuve, trois années durant de 1909 à 1913, pendant sa régence, stage de l'enseignement, comme professeur du Cours Scientifique Supérieur au nouveau Collège Saint-Michel. Commencée avec succès et s'annonçant plus brillante encore, sa carrière professorale fut interrompue d'abord par les leçons de philologie romane, du savant romaniste M. Bayot, qu'il suivit à l'Université de Louvain, pendant un an, et dont maints passages de ses livres, particulièrement ceux où il traite des *Chansons de gestes*, portent heureusement la trace.

Mais il était écrit dans les décrets de la Providence que les événements lui réserveraient une longue période de relâche au temps de la guerre, pour vaquer à l'étude de la théologie, commencée au Collège Saint-Michel de 1914 à 1915, poursuivie à Louvain jusqu'en 1918; pour recevoir la prêtrise, le 21 mai 1917; pour achever, enfin, le cycle de sa formation religieuse et sacerdotale par la troisième année de probation, de 1918 à 1919, au Collège de Marneffe, chez ses confrères français. Il fut admis aux derniers vœux en 1920.

Il faut reconnaître que la Compagnie s'y entend à faire un homme. Elle modèle son sujet, cire plastique, selon son type traditionnel; elle le façonne intellectuellement et moralement, elle le trempe dans l'exercice de la vertu, elle l'orne de connaissances étendues et variées, sacrées et profanes, elle cultive toutes ses aptitudes et, l'ayant ainsi dressé à toutes les formes de l'apostolat, elle le lance dans la direction que révèle par les circonstances la volonté divine. Voilà dix-sept ans écoulés depuis que Carlos Lefèvre a franchi le seuil du noviciat, il a trente-quatre ans, il est armé de pied en cap, en possession de toutes ses facultés, à la hauteur de la tâche qui lui est dévolue: il remonte définitivement

dans sa chaire du Cours Scientifique Supérieur de Saint-Michel qu'il occupera pendant quatorze ans, moins de temps, hélas, qu'il n'a mis à s'y acheminer, mais avec quel éclat, quelle fécondité, ceux-là le savent qui furent ses élèves, ses collègues, ses lecteurs.

Chargé des cours d'Histoire, de la littérature française, de Sémantique, de Grammaire, d'Histoire universelle, le jeune professeur fit d'emblée face à toutes les exigences de cet écrasant programme des études préparatoires à l'École militaire.

Travailleur qu'aucun labeur ne rebutait, il se jeta, pour ainsi dire, à corps perdu, dans la préparation de ses leçons : se documentant copieusement aux bonnes sources, multipliant les lectures, accumulant les fiches, amassant des trésors d'érudition jusqu'à ce qu'il se fût rendu maître de la matière. Ses écrits livrés à l'impression, *La Composition littéraire*, *Les Œuvres littéraires de langue française*, qui sont les notes rédigées de ses cours, en font foi autant que ses écrits dactylographiés, *Technique de la dissertation*, *Notes de lexicologie*, *Observations grammaticales*, qu'il destinait à une publication prochaine. Solide, substantiel, riche d'informations, sévèrement ordonné, son enseignement n'en était pas moins vivant, personnel, intéressant, captivant. C'est un grand art pour un maître de n'être pas esclave de ses cahiers, de ne pas se réduire au rôle de récitant automatique, mais d'être en communication avec ses élèves et de garder le contact jusqu'au bout. Le P. Carlos Lefèvre était de la race des hommes d'enseignement, il était professeur-né, de ceux qui font du professorat leur vocation, leur mission, s'y absorbent tout entiers et ne prétendent rien au delà. Il me paraît manifeste que leur supériorité est éclatante sur les maîtres de passage qui envisagent leur classe comme le vestibule d'une autre carrière. Il eut aussi l'avantage de se spécialiser, ayant en vue la préparation à l'École militaire. La perspective de l'examen d'entrée stimulait autant son ambition, aiguillonnait autant son zèle que celui des élèves. Il s'enflamma même d'une si belle ardeur qu'il avait fini par voir dans l'examen de sortie le salut des humanités et défendit cette thèse dans le *Flambeau* en collaboration avec M. le professeur Georges Vrancken. Je conçus le regret de leur donner une réplique, à partir de laquelle, hélas, l'excellent Père me marqua quelque éloignement.

C'est spécialement pour ces récipiendaires à l'admission à l'École militaire qu'il écrivit et publia en 1925 *La Composition littéraire*, rééditée en 1929. A la fois théorique et pratique, ce livre — je me sers des termes de l'auteur — prétend dresser l'inventaire succinct et complet, tenter une explication à la fois synthétique et détaillée de l'ensemble des phénomènes littéraires. Son principal souci a porté sur les définitions des procédés et des productions. Il groupe les notions méthodiquement sous la double rubrique de la composition d'une œuvre littéraire en général et des classifications des œuvres diverses. C'est pour ne pas élargir le cadre des théories et s'adapter plus directement à ses élèves sortis des classes modernes qu'il emprunte exclusivement ses exemples et ses applications aux productions françaises, sans préjudice des études grecques et latines.

Très favorablement accueilli par les maîtres expérimentés, l'ouvrage plut extrêmement aux élèves, d'autant qu'il est émaillé de citations d'auteurs contemporains qui renouvelaient complètement la documentation des anciens manuels, comme elles témoignaient d'une immense lecture. Il abonde en fines remarques, en observations d'une frappante justesse et j'avoue ne l'avoir jamais ouvert sans y rencontrer quelque détail intéressant, révélateur, au moins très suggestif. Il provoqua naturellement la critique de ceux qui, impressionnistes fantaisistes ou même tenants de l'érudition positiviste, affectent de rejeter au rancart les préceptes littéraires, revendiquent la pleine autonomie de l'art, l'indépendance absolue de l'inspiration, se gaussent des recettes de la rhétorique surannée ou bien discréditent les jugements de

valeur et les distinctions de degré ou d'essence. Le R. P. Carlos Lefèvre les avait prévenus dans son *Avertissement*. Fidèle à la pédagogie traditionnelle, il estimait l'étude des préceptes, non pas imposés comme dogmes rigides, intangibles ou cadres inflexibles, risquant de mutiler l'exubérante floraison de l'art, mais l'étude des préceptes, dégagés par induction des chefs-d'œuvre, justifiés par les exigences de l'esprit humain, comme une discipline indispensable pour éclairer et former les intelligences, pour fonder le goût des élèves, pour les initier même simplement à la littérature et leur permettre de s'orienter devant son vaste panorama. Je crois qu'il est difficile de ne pas partager une opinion aussi bien étayée par la psychologie et la pédagogie.

Ce livre en appelait un second qui le complétait. Celui-ci parut en 1929 (fort in-4° de 533 pages, ancienne Librairie Dewit). Le précédent avait établi les grandes lois de l'art littéraire, posé les principes fondamentaux. Le second en montre la vérification et l'application dans l'évolution historique de la littérature, il fait voir comment les œuvres concrètes se conforment aux principes.

J'estime cet ouvrage hors de pair et je ne lui connais pas son pareil. Il n'est pas une anthologie, un recueil de textes, malgré l'abondance des extraits cités. Il n'est pas une histoire de la littérature qui étudie les œuvres plutôt par le dehors et les déroule dans l'ordre chronologique. Il est essentiellement un manuel, relevant de la discipline humaniste ou de la culture générale, qui fournit les idées directrices, synthèse des conclusions particulières de l'érudition, et offre ainsi aux élèves une base objective pour y asseoir leurs jugements critiques. Je n'ai pas à défendre l'auteur contre le vain reproche d'être un doctrinaire étroit se flattant de donner les recettes infaillibles pour la fabrication en série des œuvres littéraires. Mais je le salue comme un homme de doctrine, qui a des principes, qui ne craint pas de définir les genres et de les classer, qui établit, si je puis dire, dans chaque cadre générique, des familles d'auteurs en découvrant sous la diversité des apparences le principe d'unité par lequel ils s'apparentent, en même temps qu'il discerne à travers la variété des époques la persistance des goûts et des vues de l'âme humaine.

Je ne connais pas de livre qui, se bornant d'ailleurs aux auteurs français, contribue plus efficacement à faire l'éducation littéraire propre aux Humanités. Son immense mérite est de rester à sa place, mais de la remplir totalement, sans entreprendre sur l'objet de l'enseignement supérieur, sur le scientisme littéraire encyclopédique. Manuel destiné à l'enseignement secondaire du degré supérieur, il accumule, en les ordonnant avec intelligence, de tels trésors d'information, il renferme de telles richesses documentaires, touche pertinemment à tant de questions débattues qu'il peut être le livre de chevet de l'homme de lettres, du critique journaliste : j'aime confesser pour ma part que je suis dans mes travaux son humble et reconnaissant tributaire. Je ne relève qu'une observation formulée à l'apparition du livre : il eût fallu trouver le moyen d'avertir les jeunes lecteurs des réserves que la morale impose dans la lecture de nombreux écrivains.

Qu'on n'aille pas croire après cela à l'indifférence du maître dans ce domaine. Le P. Carlos Lefèvre avait trop haute conscience de sa haute mission sacerdotale pour ne pas envisager l'enseignement comme une forme de l'apostolat intellectuel. La preuve évidente qu'il exerçait une action profonde sur l'âme de ses élèves, l'action de l'éducateur chrétien, c'est qu'elle était durable, survivant aux rapports scolaires, c'est qu'il retenait les anciens dans l'orbite de son influence.

La cellule du jésuite était envahie jusqu'aux heures tardives par des officiers en quête de conseil ou de réconfort, séduits par ce prestige personnel où entraient le charme du lettré, l'accueil avenant et expansif de l'ami, même une certaine rondeur mili-

taire, l'allure décidée du soldat sous la soutane. De ces relations assidues et intimes naquit l'Amicale Saint-Michel, groupant les officiers sortis des collèges de la Compagnie, intellectuellement alimentée par le *Bulletin* trimestriel dont la collaboration de religieux et d'officiers, du goupillon et du sabre, fait un périodique du plus puissant intérêt. Depuis lors, l'Amicale s'est grandement installée dans le *Foyer Général Jacques* et publie une revue au titre chevaleresque et claironnant : *Hauteclaire*, qui dit assez la flamme de patriotisme dont elle est animée.

C'est, sans conteste, à l'impulsion personnelle du R. P. Carlos Lefèvre, l'aumônier, que sont dues ces brillantes créations, sources d'un bien incalculable. Fait digne de remarque : cet homme d'études, qui paraissait absorbé par l'immense labeur du professeur, de l'écrivain, du publiciste, se doublait d'un homme d'action impatient de réalisations fécondes et se hâtant comme s'il eût conscience qu'il approchait de son terme. Dans la sphère sociale, il prête son concours éclairé à la campagne anticomuniste. Dans la sphère littéraire, il lance, avec la collaboration de son ami Edouard Ned, la collection Durandal, si tôt parvenue à un haut succès, et, si je suis bien informé, il jetait les bases d'une Association des Ecrivains belges catholiques.

Mais la Providence l'arrêta dans l'élan de sa course

Il avait toujours répondu : « Présent ! » avec une ponctualité militaire, à tous les appels de Dieu ; il répondit de même sorte au dernier. Au Supérieur, qui lui notifia l'extrême gravité de son mal, il manifesta sans doute l'inévitable sursaut, mais pour se ressaisir incontinent. « C'est bien. N'en parlons plus. » Et, d'emblée, il prit congé de l'existence, fournit les indications relatives à ses cours et à ses manuscrits, reçut les derniers sacrements avec une parfaite sérénité, s'entretint gaiement avec son frère, curé de

Notre-Dame à Courtrai, accouru auprès de lui, et se laissa, le 6 novembre, tout simplement transférer, en vue d'une tentative d'intervention d'ailleurs désespérée, à la Clinique de Linthout.

A l'un de ses plus chers amis de la communauté de Saint-Michel, il dit, la veille de sa mort, le 7 novembre, dans un épanchement cœur à cœur d'une délicieuse intimité, en se reportant vers son passé : « Si c'était à refaire, je recommencerais. » Puis, envisageant le radieux avenir dont l'aube se levait : « C'est seulement maintenant que je vais m'occuper de mes officiers. » Comme on lui proposait le recours à la Vierge pour obtenir le miracle de sa guérison : « Demandez-lui pour moi la grâce d'une bonne mort. »

Il gardait bonne mémoire de ses amis et recommandait de n'en oublier aucun dans l'envoi des faire-part.

Et la mort vint, le 8, si douce, comme baignée des reflets de l'éternelle clarté, que l'on se plut à y voir la récompense du bon serviteur de Dieu s'arrachant souvent au repos de la nuit pour voler au secours de quelque mourant.

Les funérailles dans cette église de ce Collège Saint-Michel, théâtre de son zèle apostolique, furent une éloquente manifestation des sympathies universelles dont le R. P. Lefèvre était entouré. Plus d'une larme coula sur de mâles visages, plus d'un cœur fut étreint à la pensée de ce départ inattendu. Et, vraiment je ne saurais mieux en terminant traduire l'émotion générale que par cet éloge funèbre en trois mots qu'adressait un officier supérieur au recteur du Collège : « La mort du P. Lefèvre, c'est une grande perte pour l'enseignement, pour l'armée, pour le pays. Il donnait aux futurs officiers la formation patriotique et morale. »

J. SCHYRGENS.

COOSEMANS

JOAILLIER ET ORFÈVRE
DE L.L. M.M. LE ROI ET LA REINE
25, AV. DE LA TOISON D'OR BRUXELLES